

Enquête Nationale sur la
Sécurité Alimentaire (ENSA)

République Centrafricaine



Décembre 2016

Données collectées en octobre
2016



République Centrafricaine

Enquête nationale sur la sécurité alimentaire

Données collectées du 5 Octobre au 4 Novembre 2016

Préparée par ICASEES et le PAM

Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter :

INSTITUT CENTRAFRICAIN DES STATISTIQUES ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET SOCIALES (ICASEES):
Rue Gamal Abdel NASSER B.P.696 Bangui République Centrafricaine Tél.:+236 21 61 92 85/21 61 72 69/21 61 72 61 Fax: +236 21 61 96 89 Email: cabinet@minplan-rca.org Web: www.minplan-rca.org

Bureau de pays du PAM, République de Centrafrique: Felix Bona Fogah GOMEZ (Directeur et Représentant)
felix.gomez@wfp.org

Analyse menée et rapport écrit par:

Bureau du PAM en République Centrafricaine

Souleika ABDILLAHI, Chargé de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire
Caroline Chaumont, Consultante

Bureau régional du PAM, Afrique de l'Ouest

Eric BRANCKAERT, Chargé régional de la sécurité alimentaire : RBD.VAM@wfp.org

Cartographie

Abdoulaye Ndiaye, Chargé GIS, Bureau Régional du PAM, Dakar

Table des matières

Résumé exécutif	4
Description des préfectures avec les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire	9
1. Contexte, objectifs, méthodologie	11
1.1 Contexte	11
1.2 Objectifs.....	11
1.3 Méthodologie	12
2. Déplacements, aide alimentaire, infrastructures et données démographiques de base	15
2.1 Statut de résidence des ménages.....	15
2.2 Aide alimentaire	16
2.3 Infrastructures	17
2.4 Données démographiques de base	17
3. Moyens d'existence et niveau de vie des ménages	18
3.1 Moyens d'existence des ménages.....	18
3.2 Pauvreté	19
3.3 Equipement des ménages et assainissement.....	19
4. Pratique de l'agriculture et de l'élevage	22
4.1 Accès à la terre et pratique de l'agriculture	22
4.2 Cultures pratiquées	26
5. Consommation alimentaire des ménages.....	27
5.1 Situation actuelle de la consommation alimentaire des ménages	27
5.2 Evolution de la situation de la consommation alimentaire des ménages.....	28
5.3 Situation de la consommation alimentaire selon les préfectures.....	29
5.4 Accès des ménages à la nourriture.....	30
6. Chocs et stratégies d'adaptation des ménages.....	34
6.1 Chocs subis par les ménages au cours des six derniers mois	34
6.2 Stratégies d'adaptation alimentaires	34
6.3 Stratégies d'adaptation non alimentaires	35
7. Dépenses des ménages	37
8. Situation de la sécurité alimentaire.....	38
8.1 Situation générale	38
8.2 Situation de l'insécurité alimentaire par préfecture	39
9. Conclusions et recommandations	45
Annexes	46

Liste des graphiques

Graphique 1: Statut de résidence des ménages dans les préfectures	15
Graphique 2: Aide alimentaire (% des ménages qui ont reçu une aide alimentaire - 6 derniers mois)	16
Graphique 3: Moyens d'existence des ménages en 2015 et 2016.....	18
Graphique 4: Moyens d'existence des ménages selon leur statut de résidence	19
Graphique 5: Source d'eau selon le milieu de résidence	20
Graphique 6: Accès à la terre et pratique de l'agriculture	22
Graphique 7: Non-pratique de l'agriculture en 2016 et 2015 selon les préfectures	23
Graphique 8: Pratique de l'agriculture et élevage selon le statut de résidence	24
Graphique 9: Principales contraintes à la pratique de l'agriculture selon le statut de résidence	24
Graphique 10: Principales contraintes pour la pratique de l'élevage	26
Graphique 11: Consommation alimentaire et statut des ménages	28
Graphique 12: Situation de la consommation alimentaire des ménages en 2014, 2015 et 2016	29
Graphique 13: Consommation alimentaire des ménages selon les préfectures	29
Graphique 14: Evolution de la consommation alimentaire pauvre dans les préfectures (% de ménages)	30
Graphique 15: Evolution de la consommation alimentaire limite dans les préfectures (% de ménages)	30
Graphique 16: Manque de nourriture au niveau des préfectures (% de ménages)	31
Graphique 17: Principale source d'approvisionnement en nourriture des ménages (% des ménages).....	32
Graphique 18: Sources de revenus par principale source d'approvisionnement (% des ménages).....	32
Graphique 19: Chocs subis par ménage les 6 derniers mois.....	34
Graphique 21: Indice simplifié des stratégies de survie (rCSI) dans les préfectures.....	35
Graphique 22: Recours à des stratégies d'adaptation dans les préfectures.....	36
Graphique 23: Dépenses alimentaires comme part du budget des ménages selon les préfectures.....	37
Graphique 24: Insécurité alimentaire dans les préfectures (% des ménages).....	40
Graphique 25: Prévalence de l'insécurité alimentaire en 2015 et 2016.....	41
Graphique 26: Evolution de l'insécurité alimentaire par rapport à 2015	41
Graphique 27: Evolution de l'insécurité alimentaire sévère par rapport à 2015.....	42
Graphique 28: Insécurité alimentaire et statut de résidence	42
Graphique 29: Insécurité alimentaire et moyens d'existence	43

Liste des tableaux

Tableau 1: Niveaux de sécurité alimentaires et indicateurs selon l'approche CARI	12
Tableau 2: Régime alimentaire des différents groupes de consommation alimentaire	27
Tableau 3: Classification de la sécurité alimentaire	38
Tableau 4: Nombre de personnes en insécurité alimentaire par préfecture.....	40

Liste des cartes

Carte 1: Insécurité alimentaire sévère et modérée dans les préfectures	5
Carte 2: Insécurité alimentaire sévère et modérée dans les préfectures	39

Résumé exécutif

1. Contexte

Crise humanitaire depuis 2013 et persistance de l'insécurité

Depuis le coup d'Etat de 2013 et la guerre civile qui a suivi, le pays est en proie à une grave crise humanitaire. Les affrontements ont entraîné la mort de milliers de personnes, conduit à des déplacements massifs de population et provoqué l'effondrement des infrastructures socio-économiques déjà faibles.

Malgré le retour à la légalité constitutionnelle et l'élection d'un nouveau président début 2016, la situation sécuritaire reste extrêmement volatile et imprévisible. Présents sur tout le territoire, des groupes armés se livrent à des exactions sur la population, au pillage des ressources et empêchent le redéploiement des services de l'Etat. En décembre 2016, 434 000 personnes étaient déplacées, 466 000 réfugiés et environ 2,5 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire sur une population de 4,6 millions.¹

Les combats ont fragilisé un pays déjà extrêmement pauvre malgré son potentiel agricole et minier. En 2015, le pays se classait en avant dernière position 187 selon l'indice du développement humain. L'économie est exsangue, l'absence de services sociaux de base est quasi-totale et la fracture entre les communautés s'est approfondie.

2. Objectifs de l'analyse

L'objectif de cette évaluation est de mettre à jour l'analyse et les indicateurs clé de la sécurité alimentaire afin d'appréhender la situation actuelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et son évolution au cours des 12 derniers mois. Cette mise à jour est essentielle pour la planification et le réajustement des interventions du PAM et de ses partenaires techniques et financiers.

Méthodologie: Cette analyse est basée sur une enquête auprès des ménages et des communautés. Du 5 octobre au 4 novembre 2016, 3 044 ménages ont été interviewés dans 180 villages et quartiers dans 15 préfectures et la ville de Bangui. Dans ces villages et quartiers des entretiens avec les informateurs clefs ont été menés. Pour des raisons de sécurité, la préfecture de Nana Gribizi n'a pu être couverte.

3. Situation de la sécurité alimentaire

La moitié de la population en situation d'insécurité alimentaire

La situation de la sécurité alimentaire reste préoccupante. Environ la moitié de la population (48%) est en insécurité alimentaire, soit 2 millions 125 202 personnes lors de l'enquête.

Environ **268 000 personnes**, soit **6 pour cent de la population**, sont en insécurité alimentaire sévère. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente (très peu diversifiée et insuffisante), ils sont très vulnérables économiquement et recourent à des stratégies de survie d'urgence comme la mendicité ou la vente de terre qui menacent irréversiblement leurs moyens d'existence futurs.

¹ Bulletin Humanitaire, République Centrafricaine, Décembre 2016, OCHA.

Un peu plus de **2 millions de personnes**, soit **42 pour cent de la population**, sont en insécurité alimentaire modérée. Ces ménages ont une consommation alimentaire limitée. Ils consacrent une part importante de leurs dépenses (entre 65 et 75%) à la nourriture et recourent à des stratégies de crise qui mettent en péril leurs moyens d'existence futurs.

Environ un tiers des ménages (37%) sont dans une situation de sécurité alimentaire limitée et pourraient se trouver dans une situation d'insécurité alimentaire en cas de choc. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies de survie irréversibles.

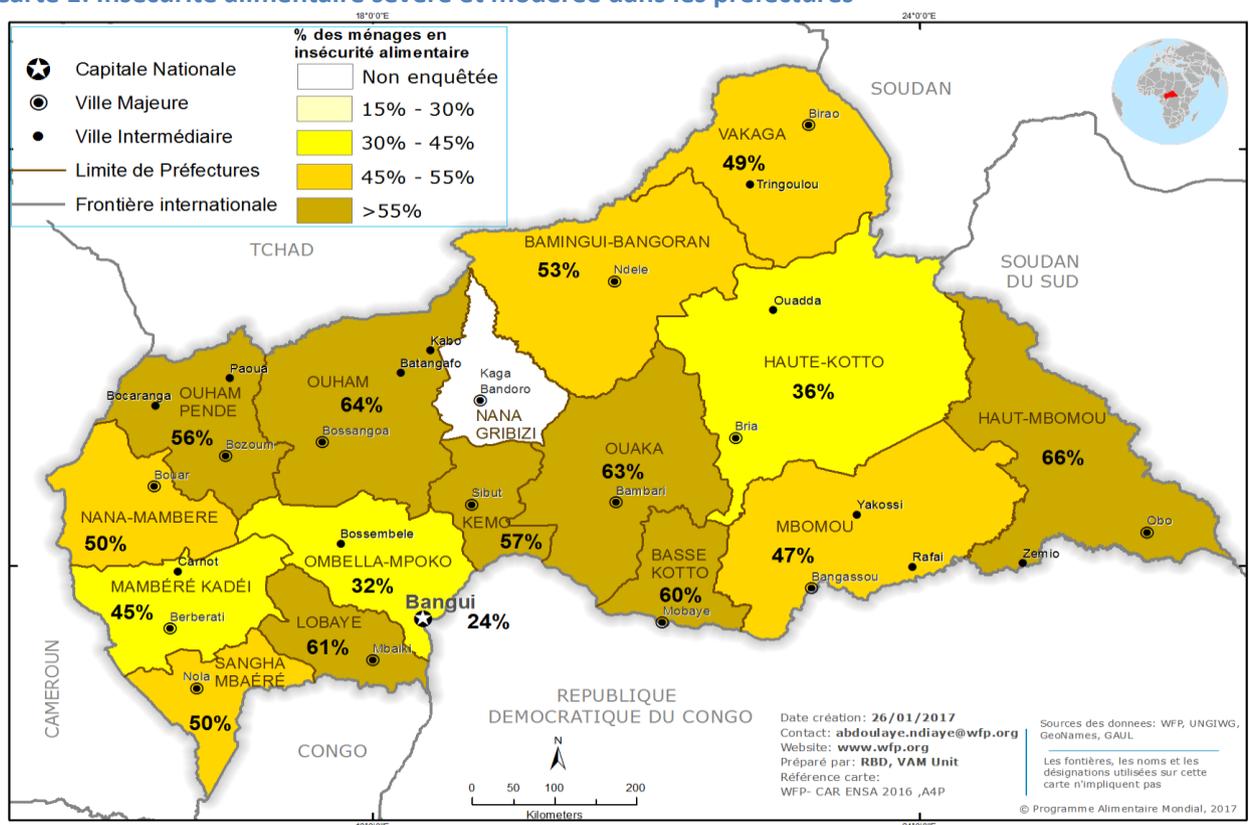
Niveau d'insécurité alimentaire reste élevé

Après une forte détérioration entre 2014 et 2015, le niveau d'insécurité alimentaire n'a pas changé au niveau national par rapport à l'année précédente.² Par contre, le niveau d'insécurité alimentaire sévère a lui diminué de moitié (de 16 pour cent en 2015 à 6 pour cent en 2016) et celui de d'insécurité alimentaire modéré a lui augmenté (passant de 32 pour cent à 42 pour cent).

Cette évolution au niveau national cache des situations et leur évolution très différentes selon les régions.

- Environ deux-tiers des ménages sont en insécurité alimentaire dans les préfectures de Haut Mbomou (66%), Ouham (64%), Ouaka (63%), Lobaye (61%) et Basse Kotto (60%).
- Les taux d'insécurité alimentaire sévère dépassent 10 pour cent des ménages dans les préfectures de la Ouaka (16%), Sangha Mbaéré (15%), Bamingui Bangoran (12%) et Basse Kotto (11%).

Carte 1: Insécurité alimentaire sévère et modérée dans les préfectures



² A l'automne 2015, 49 pour cent de la population était en insécurité alimentaire. A noter que le rapport d'évaluation de la sécurité alimentaire de 2015 ne couvrait pas Ouaka, Ouham Pendé et Mbomou où les données ont été collectées ultérieurement.

- L'insécurité alimentaire touche un nombre très important de ménages à Ouham Pendé (308 000 personnes), à Ouham (304 000), à Ouaka (225 000) et Mambéré Kadéï (209 000). Les nombres les plus élevés de personnes en insécurité alimentaire sévère sont dans les préfectures d'Ouaka (55 000), Ouham Pendé (45 000), Basse Kotto (35 000) et Lobaye (27 000) ainsi qu'à Bangui (28 000).³
- A Bangui, 23 pour cent de la population est en insécurité alimentaire et 3 pour cent dans une situation sévère pour un total de 203 000 personnes.
- La situation de l'insécurité alimentaire s'est beaucoup détériorée dans les préfectures de Basse Kotto, de Kémo, Lobaye, Ouaka et Ouham Pendé.
- La situation s'est améliorée mais reste préoccupante dans les préfectures de Haute Mbomou, Nana Mambéré et Ouham. Elle s'est améliorée dans les préfectures de Mambéré-Kadéï, Mbomou et Vakaga.

Dégradation de la situation de la consommation alimentaire

En septembre 2016, environ 60 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire qui n'est pas satisfaisante (consommation pauvre et limite) et environ 27 pour cent ont une consommation alimentaire pauvre. Les ménages consomment environ 1,3 repas par jour en moyenne.

La situation s'est détériorée par rapport à 2015: le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire non satisfaisante était alors de 45 pour cent (60% en 2016) et celui des ménages avec une consommation alimentaire pauvre de 16 pour cent (27% en 2016). Le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire pauvre a augmenté dans presque toutes les préfectures. Dans celles de Kémo, Lobaye et Ouham Pendé, il est passé de moins de 5 pour cent à environ 40 pour cent.

4. Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Les réfugiés et les déplacés, particulièrement ceux qui sont dans des camps/sites/enclaves, sont les groupes qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire. Les réfugiés sont des ménages du Sud Soudan qui ont fui les combats dans leur pays.

Les trois quarts (77%) des ménages réfugiés sont en insécurité alimentaire, ainsi que 58 pour cent des déplacés dans les camps/enclave/site, 56 pour cent des retournés et 54 pour cent des déplacés en famille d'accueil.

De plus, 63 pour cent des réfugiés ont une consommation alimentaire pauvre et 42 pour cent des ménages déplacés dans des camps/sites/enclave.

Alors qu'une majorité de résidents permanents et de ménages retournés pratiquent l'agriculture, les déplacés et les réfugiés ont des moyens d'existence précaires. Chez les déplacés dans des camps/sites/enclaves, 27 pour cent vivent de la mendicité ou de l'assistance, 26 pour cent du travail journalier. Chez les réfugiés, 63 pour cent vivent du travail journalier.

Par ailleurs, les déplacés en site/camps/enclaves et les réfugiés ont peu accès à la terre et seuls autour de 18 pour cent ont cultivé. La situation des déplacés en famille d'accueil est un peu meilleure avec la moitié d'entre eux qui ont accès à la terre et 38 pour cent qui ont cultivé.

³ Voir le tableau sur le nombre de personnes en insécurité alimentaire au niveau des préfectures.

Même si la situation est meilleure chez les ménages qui ne se sont pas déplacés, 43 pour cent d'entre eux sont cependant en situation d'insécurité alimentaire.

5. Raisons de l'insécurité alimentaire

Au cours des quatre dernières années, l'insécurité, les mouvements forcés de la population et l'effondrement des structures économiques ont rendu très difficile la pratique d'une activité agricole et ont conduit à l'épuisement des stocks, à une hausse des prix et à l'épuisement des actifs des ménages. La population est devenue extrêmement vulnérable.

Insécurité et déplacement

Le pays a connu des mouvements importants de population et les incidents sécuritaires continuent de provoquer de nouveaux déplacements engendrant un appauvrissement extrême des populations qui souvent doivent abandonner leurs biens et leurs moyens d'existence, et ne peuvent souvent plus cultiver.

Au niveau national, presque un tiers des ménages sont des déplacés, réfugiés ou des personnes anciennement déplacées et maintenant rentrées. Ainsi 21 pour cent des ménages sont des retournés, 7 pour cent sont des déplacés dans des camps, sites spécifiques ou des enclaves, 2 pour cent sont dans des familles d'accueil et 1 pour cent sont des réfugiés.

Environ 40 pour cent des déplacés le sont depuis plus de 12 mois. Environ 28 pour cent ne sont déplacés que depuis 3 mois. Peu de ménages essaient de rentrer chez eux: seuls 14 pour cent l'ont fait au cours des 3 derniers mois.

Les plus fortes proportions de déplacés sont en Haut Mbomou (31%) où se trouvent aussi 13 pour cent de réfugiés, à Bangui (23%), dans l'Ouham (9%) et Ouaka (7%). Les plus fortes proportions de retournés sont dans l'Ouham (61%), Mbomou (51%), Ouaka (43%).

Léger recul de la pratique de l'agriculture : insécurité, le manque de moyens et de semences

L'agriculture souffre de graves problèmes structurels et produit peu.

Plus d'un tiers des ménages (37%) n'ont pas cultivé cette année, contre 30 pour cent l'année dernière, en raison du manque d'accès à la terre (lié sans doute au déplacement), de problèmes de sécurité et du manque de moyens financiers.

Presque tous les ménages qui cultivent rencontrent des problèmes: environ 24 pour cent manquent de semences, 13 pour cent connaissent des problèmes d'insécurité, 11 pour cent manquent d'outils et de machines et 10 pour cent manquent de main d'œuvre.

Les représentants des communautés estiment que l'évolution de la campagne agricole serait mauvaise voire très mauvaise.⁴ Un tiers des ménages qui ont eu des difficultés à s'approvisionner et ont manqué de nourriture au cours des 12 derniers mois estiment que c'est en raison du faible niveau des récoltes.

Seul un quart des ménages (24%) ont du bétail. Trois quarts d'entre eux rencontrent des contraintes: problèmes zoo-sanitaires (68%), vols ou pillage (43%) et des problèmes d'intrants vétérinaires (32%).

⁴ Des interviews ont été menés dans 180 communautés / villages à travers le pays, soit environ dans 13 communautés/villages par préfecture. Ces données ne sont pas représentatives, mais donnent une indication de la situation.

Recours à des stratégies d'adaptation

Pour faire face au manque de nourriture, presque la moitié des ménages (43%) adoptent des stratégies qui souvent conduisent à l'épuisement de leurs ressources et moyens d'existence et hypothèquent leur avenir.

Environ 19 pour cent des ménages adoptent des stratégies de stress (emprunt d'argent ou de nourriture, dépense de l'épargne, vente d'actifs domestiques non productifs, etc.). Environ 11 pour cent des ménages adoptent des stratégies de crise (réduction des dépenses de santé ou d'éducation, vente d'actifs productifs ou retrait des enfants de l'école). Environ 12 pour cent des ménages recourent à des stratégies d'urgence (mendicité, activités illégales ou vente de maison ou terrain, etc.).

6. Recommandations

Les ménages de la République Centrafricaine ont connu ces dernières années une forte détérioration de leur situation et sécurité alimentaire conséquence de la crise politique et des violences communautaires qui ont suivi et forcé une grande partie de la population à se déplacer. Une grande partie d'entre eux sont dans une situation d'insécurité alimentaire caractérisée par une consommation alimentaire très préoccupante. Les ménages déplacés et les réfugiés sont les plus touchés.

Les recommandations suivantes sont faites pour améliorer la situation des ménages en insécurité alimentaire :

1. Poursuivre l'assistance alimentaire et nutritionnelle en cours pour les populations vulnérables, c'est-à-dire les réfugiés et les personnes déplacées sur les sites, camps et enclaves.
2. Faciliter l'accès à la terre/surfaces cultivables pour les réfugiés et déplacés sur les sites.
3. Mise en place précoce des semences adaptées aux conditions agro-écologiques des zones ciblées population locale.
4. Adopter une approche intégrée d'assistance humanitaire en prenant en compte non seulement les besoins immédiats en nourriture, mais les types d'aides les plus souhaitées par les ménages étant, entre autres, les soins de santé/médicaments gratuits, accessibilité à l'eau potable et l'éducation.
5. Améliorer les voies de commercialisation et l'accès physique au marché : l'entretien et la construction de routes praticables en toutes saisons à travers le pays contribueraient non seulement à évacuer régulièrement la production actuelle, mais inciteraient aussi les producteurs à produire plus.
6. Mettre en place un système multisectoriel de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Il est recommandé d'orienter le ciblage vers les zones rurales (axe secondaire) et de cibler les préfectures avec les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire et d'insécurité alimentaire sévère et celles qui ont le plus de ménages déplacés (sur sites/enclaves?).

Description des préfectures avec les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire

Les préfectures sont classées en ordre décroissant selon leur pourcentage de ménages en insécurité alimentaire (sévère et modérée), indiqué entre parenthèses.

1. Haut Mbomou (66%, soit 70 000 personnes) Légère amélioration mais niveau toujours élevé

Niveau d'insécurité alimentaire le plus élevé du pays, malgré diminution par rapport à 2015, notamment de l'insécurité alimentaire sévère divisée par deux (passant de 16 à 7%). Les enfants de 2 à 5 ans ne font qu'un seul repas par jour; 33 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, en légère augmentation depuis 2015.

Préfecture avec la plus forte proportion de réfugiés (13%) et de déplacés en camps, sites ou enclaves (31%) du pays.

Forte diminution du pourcentage des ménages qui ont accès à la terre passant d'environ 91 pour cent en 2015 contre 58 pour cent en 2016. Niveau élevé de ménages qui n'ont pas cultivé en 2016 (32%) en forte augmentation par rapport à 2015. La principale raison est un problème d'accès à la terre. Le faible niveau des récoltes pose un problème d'approvisionnement.

2. Ouham (64%, soit 276 000 personnes) Légère amélioration mais niveau toujours élevé

Malgré légère amélioration par rapport à 2015, le pourcentage des ménages (64%) et le nombre de personnes en insécurité alimentaire continue de rester très élevés (304 600). Principalement des personnes en insécurité alimentaire modérée, l'insécurité alimentaire sévère étant faible (2%) et ayant fortement diminué depuis 2015. Cependant le nombre des repas est très bas (en moyenne les enfants de moins de 2 à 15 ans et les adultes ne mangent qu'une fois par jour) et pourcentage élevé de ménages avec une consommation alimentaire non satisfaisante (87%) et une consommation pauvre (46%). Fort recours aux stratégies d'adaptation alimentaires. Le faible niveau des récoltes pose un problème d'approvisionnement. Pourcentages élevés des ménages retournés (61%) et de déplacés en camp ou sur des sites (9%).

3. Ouaka (63%, soit 204 000 personnes) Forte détérioration de l'insécurité alimentaire

Forte détérioration du niveau d'insécurité alimentaire passant de 45 à 63% en 2016, affectant un nombre élevé de personnes. Niveau d'insécurité alimentaire sévère le plus élevé du pays (16%, soit 56 000) en légère augmentation. Pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre dépasse les 40 pour cent. Les enfants de 2 à 15 ans et les adultes ne mangent qu'une fois par jour en moyenne.

Proportion élevée de ménages qui n'ont pas cultivé (41%), en majorité en raison de problèmes de sécurité. Environ 84% des ménages avec des problèmes d'approvisionnement au cours des 12 derniers mois, principalement en raison de l'insécurité.

Pourcentages élevés ménages retournés (43%) et de déplacés en camp ou sur des sites (12%).

4. Lobaye (61%, soit 175 000) Forte détérioration de l'insécurité alimentaire

Forte détérioration de la situation de l'insécurité alimentaire passant de 36 à 61 pour cent des ménages et de l'insécurité alimentaire sévère doublant (de 4 à 8%). Très forte augmentation de la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre (de moins de 5% à environ 40%).

5. Basse Kotto (60%, soit 173 000) Forte détérioration de l'insécurité alimentaire

Forte détérioration de la situation avec un doublement du pourcentage des ménages en insécurité alimentaire (de 30% à 60% entre 2015 et 2016). Forte augmentation de l'insécurité alimentaire sévère avec 11% des ménages affectés soit 35 000 personnes.

6. Kémo (57%, soit 79 000 personnes) Forte détérioration de l'insécurité alimentaire

Détérioration de la situation avec une augmentation de la proportion des ménages en insécurité alimentaire (de 34 à 57%), principalement des ménages en insécurité alimentaire modérée, le niveau d'insécurité sévère restant stable autour de 5%. Cependant, le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite parmi les plus élevés du pays (83%), forte augmentation des ménages avec une consommation alimentaire pauvre (passée de moins de 5% à environ 40%). Trois quarts des ménages ont manqué de nourriture au cours des 12 derniers mois, principalement en raison des faibles récoltes. Un tiers des ménages sont des retournés.

7. Ouham Pendé (56% soit 280 000 personnes) **Forte détérioration de l'insécurité alimentaire**

Forte détérioration de l'insécurité alimentaire passant de 33% à 56% et affectant un nombre très élevé de personnes. Forte augmentation du pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire pauvre (de moins de 5 pour cent à environ 40 pour cent). Presque tous les ménages (93%) ont manqué de nourriture au cours des 12 derniers mois. Proportion des ménages qui n'ont pas cultivé en augmentation par rapport à l'année précédente. Une des préfectures où les ménages ont le plus recours aux stratégies d'adaptation alimentaires.

8. Bamingui Bangoran (53%, soit 27 000 personnes) **Stabilité**

Situation stable, marquée par une légère diminution de l'insécurité alimentaire sévère qui reste élevée (12%) pour le pays.

9. Sangha Mbaéré (50%, soit 59 000 personnes) **Détérioration de l'insécurité alimentaire**

Forte augmentation du pourcentage de ménages en insécurité alimentaire sévère passant de 2 à 15%.

10. Mbomou (47%, 89 000 personnes) **Amélioration**

Diminution de l'insécurité alimentaire sévère de 16 à 5 pour cent. La moitié des ménages sont des retournés. 87 pour cent des ménages ont connu des mois au cours desquels ils ont manqué de nourriture.

11. Mambéré Kadéi (45%, soit 190 000) **Amélioration**

Forte amélioration de la situation par rapport à 2015, mais encore plus de 190 000 personnes en insécurité alimentaire, principalement modérée.

Amélioration

La situation de l'insécurité alimentaire s'est améliorée dans les préfectures de Mambéré Kadéi, Mbomou, Nana Mambéré, Ombella M'Poko et Bangui. Cependant dans la majorité des cas, les taux restent relativement élevés.

1. Contexte, objectifs, méthodologie

1.1 Contexte

La République Centrafricaine, un des pays les plus pauvres et instables au monde, traverse depuis 2013 une profonde crise humanitaire. La guerre civile provoquée en 2013 par le renversement de l'ex-président François Bozizé par des rebelles Séléka majoritairement musulmans, entraînant une contre-offensive des milices anti-balaka, majoritairement chrétiennes a conduit à la mort de milliers de personnes, à des déplacements de population massifs et à l'effondrement d'infrastructures socio-économiques déjà faibles.

L'amélioration de la situation pendant la première moitié de 2016, avec l'élection du président Faustin Touadera et le retour à la légalité constitutionnelle, reste de précaire. La situation sécuritaire est extrêmement instable et imprévisible. A l'automne 2016 de nouveaux incidents sécuritaires notamment dans les zones de Bangui et dans les préfectures du Sud-Ouest, du Centre et du Nord-Ouest ont entraîné de nouveaux déplacements de populations.

Des groupes armés sont présents sur la quasi-totalité du territoire. La plupart des exactions commises sont d'ordre criminel, même si certaines peuvent être motivées par des revendications politiques. Les attaques ciblées contre les civils provoquent des déplacements de population et freinent les mouvements de retour.⁵ Par ailleurs, la présence de ces groupes armés empêche le redéploiement de l'autorité de l'Etat et la réactivation des services sociaux. La crise en cours depuis 2013 a profondément aggravé la fracture entre les communautés.

En décembre 2016, 434 000 personnes étaient déplacées, 466 000 réfugiés et environ 2,5 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire sur une population de 4,6 millions.⁶

Les combats ont fragilisé un pays déjà extrêmement pauvre malgré son potentiel agricole et minier. En 2016, le pays se classait en avant dernière position (187) selon l'indice du développement humain. L'économie est exsangue et connaît des problèmes majeurs d'approvisionnement due aux blocages des routes avec les pays voisins et des attaques contre des convois de marchandises. Les secteurs de l'élevage, de la pêche et de l'agriculture ont vu leur situation devenir critiques par manque de possibilités de stockage et d'acheminement vers les marchés.

1.2 Objectifs

L'objectif général de cette évaluation est de procéder à une mise à jour des indicateurs clés de la sécurité alimentaire afin d'appréhender la situation courante de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et son évolution au cours des 12 derniers mois. Cette mise à jour est essentielle pour la planification et le réajustement des interventions à venir du PAM et des partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur de la sécurité alimentaire en 2017.

L'ENSA permet notamment de:

- Etablir le profil des personnes en insécurité alimentaire (notamment à travers leurs moyens de subsistance) et mettre au point un ciblage socio-économique;
- Estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire et leurs besoins;
- Savoir où sont les personnes en insécurité alimentaire et mettre en place un ciblage géographique et une hiérarchisation des zones d'intervention en tenant compte des priorités;
- Comprendre quels sont les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire et à la vulnérabilité;

⁵ Aperçu des besoins humanitaires, République Centrafricaine, OCHA, 2017

⁶ Bulletin Humanitaire, République Centrafricaine, Décembre 2016, OCHA.

- Analyser les stratégies de survie des ménages face au manque de nourriture et les conséquences qui peuvent en découler.

1.3 Méthodologie

1.3.1 Partenariat

Le Gouvernement de la RCA (ICASEES) et le PAM sont les commanditaires de cette analyse. Le PAM a mis en œuvre les moyens techniques et méthodologiques nécessaires pour mener cette enquête en collaboration avec les membres du cluster de la sécurité alimentaire, IEDA Relief, GAPAFOT, ARND et plusieurs services du gouvernement (Ministères du Plan, de la Santé, de l'Agriculture) qui ont participé à la mise en place de l'enquête et la collecte des données.

1.3.2 Méthodologie suivie

La méthodologie suivie est l'approche CARI (*Consolidated Food Security Indicator Approach*) du PAM. Cette approche prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire : i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) et l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

Sur cette base, l'évaluation classe la situation de la sécurité alimentaire des ménages en quatre catégories de niveau croissant de sévérité. Les deux groupes insécurité alimentaire modérée et sévère combinés donnent la prévalence de l'insécurité alimentaire globale.

Tableau 1: Niveaux de sécurité alimentaires et indicateurs selon l'approche CARI

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de score de consommation alimentaire	Consommation acceptable		Consommation limite	Consommation pauvre
	Vulnérabilité économique	Groupes de la part des dépenses alimentaires	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 50 et 65% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 65 et 75% des dépenses consacrées à la nourriture	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture
Capacité d'adaptation	Epuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	Aucune	Stratégie de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence

1.3.3 Collecte de données

Cette enquête a utilisé des données primaires et secondaires. La collecte de données primaires a été menée auprès des ménages et au niveau des villages ou quartiers en utilisant les méthodes suivantes :

- **Entretien en groupe de discussion** (focus group discussion) avec les leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux, personnes ressources, ONGs, etc... dans chaque village/quartier échantillonné pour récolter des informations sur le contexte concernant les mouvements de population les disponibilités sur les marchés, l'accès aux structures de santé, aux écoles et marchés et les priorités des communautés.

- **Entretiens individuels avec les chefs de ménages ou leurs représentants** pour obtenir des informations, à travers un questionnaire, sur les principaux aspects de la sécurité alimentaire du ménage.

Onze équipes ont collecté les données du 5 octobre au 4 novembre 2016 (21 jours). Soixante-treize agents ont été formés (dont 55 agents du gouvernements et 18 des ONG) lors d'un séminaire à Bangui. Les outils ont été pré-testés.

1.3.4 Echantillonnage et analyse des données

Les résultats sont représentatifs au niveau national et des préfectures. L'échantillonnage était aléatoire stratifié à plusieurs degrés. Les villages ont été sélectionnés de manière aléatoire sur la base d'une liste exhaustive des villages de l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES). Les ménages au niveau des villages/quartiers ont été tirés au sort à l'aide d'un pas de tirage, à partir d'une liste des ménages recensés dans l'entité. Au total 3 778 ménages ont été sélectionnés, avec un minimum de 16 ménages par village ou quartier.

Au total, 3 044 ménages ont été interviewés dans 180 villages/quartiers à travers le pays. Le taux de réponse est de 81 pour cent. Une pondération en fonction de la population a été faite pour les comparaisons entre préfectures et le calcul de la moyenne nationale.

Les données ont été traitées avec le logiciel SPSS, après un nettoyage méticuleux des données.

1.3. 5 Limites de l'enquête

Cette étude a été préparée et conduite avec le maximum de rigueur. Cependant, elle comporte des limites. En effet en raison de l'insécurité sporadique à travers le pays toutes les préfectures et localités sélectionnées n'ont pas pu être atteintes et il n'a pas été possible d'interviewer tous des ménages planifiés⁷. Par ailleurs, la préfecture de Nana Gribizi n'est pas couverte par cette enquête.

Par rapport au degré de précision : Du fait de la méthode d'échantillonnage utilisée dans le cadre de cette évaluation, les résultats des données collectées auprès des ménages sont assez précis pour donner des estimations au niveau national y compris préfectoral et selon le milieu de résidence rural et urbain, mais ils ne le sont pas au niveau des sous-préfectures et communes. Par ailleurs, les données issues du questionnaire qualitatif/communautaire ne sont pas statistiquement représentative de la situation qui pourrait globalement prévaloir au niveau national et préfectoral que si elles sont agrégées aux données issues de l'enquête auprès des ménages.

Par rapport à la collecte des données: Les questionnaires étaient en français, mais ont été administrés la plupart du temps dans les langues locales. Les enquêteurs avaient une bonne compréhension de la version française des questionnaires, ainsi qu'une bonne maîtrise des langues locales parlées dans leurs zones d'affectation. Par ailleurs, ils ont reçu une formation incluant des sessions de simulation/administration des outils de collecte dans les langues locales, afin de réduire d'éventuels biais inhérents à une interprétation fautive des questions ou concepts. Cependant, il est possible que des erreurs liées à la traduction en langues locales aient pu être commises.

⁷ Voir en Annexe le pourcentage de répondants par préfecture.

2. Déplacements, aide alimentaire, infrastructures et données démographiques de base

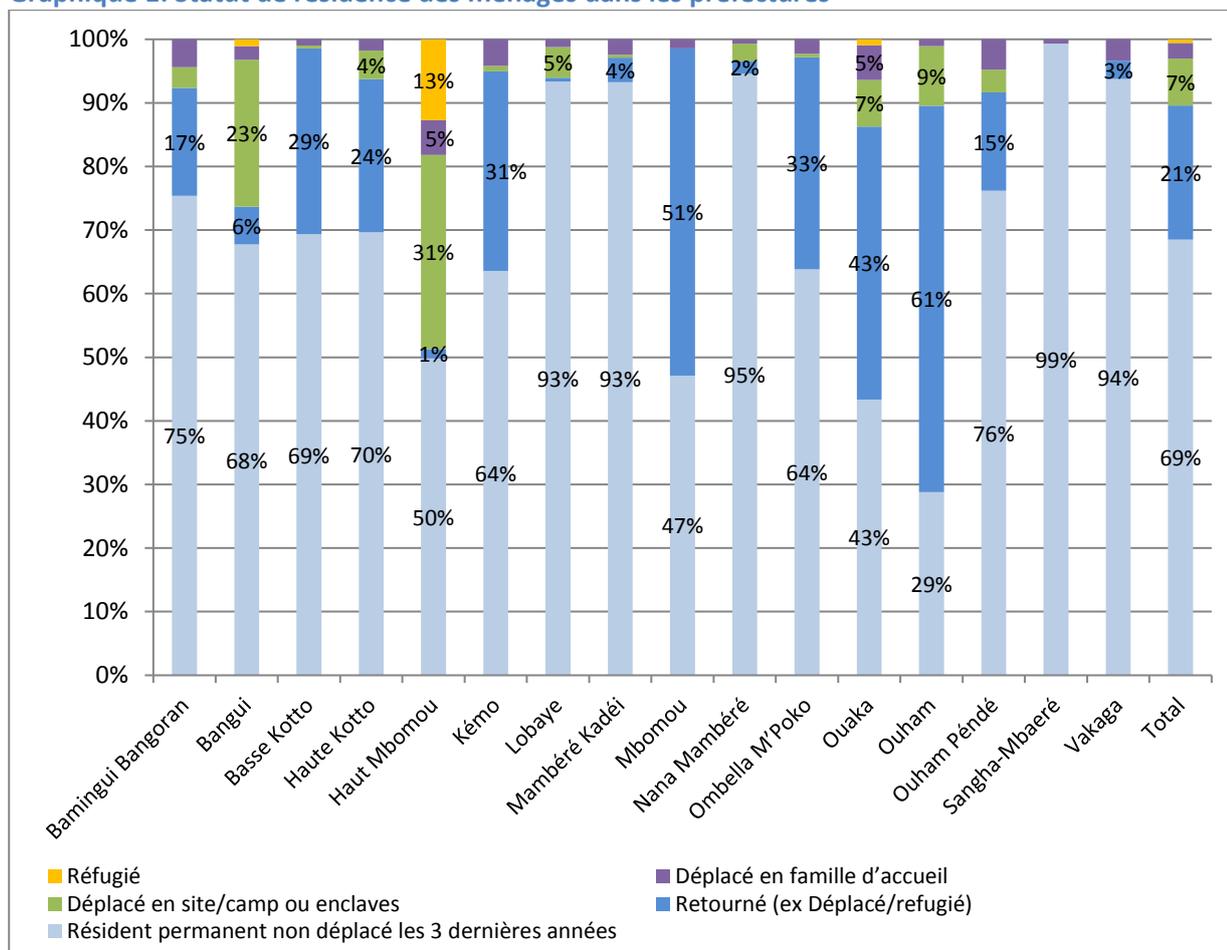
2.1 Statut de résidence des ménages

Les affrontements intercommunautaires ont engendré et continuent d’engendrer des déplacements importants de population. **Au niveau national, presque un tiers des ménages sont des déplacés, réfugiés ou des personnes anciennement déplacées et maintenant rentrées** : 21 pour cent sont des retournés, 7 pour cent sont des personnes déplacées dans des camps, sites spécifiques ou des enclaves, 2 pour cent sont dans des familles d’accueil et 1 pour cent sont des réfugiés.

La situation varie selon les préfectures. Celles avec le plus de déplacés et retournés sont les suivantes :

- Haut Mbomou avec 31 pour cent de déplacés en camps/sites/enclaves et 13 pour cent de réfugiés;
- Bangui avec 23 pour cent de déplacés en camps;
- Ouaka avec 43 pour cent de retournés et 12 pour cent de déplacés (en camps ou famille);
- Ouham avec 61 pour cent de retournés, et 9 pour cent de déplacés en camp ou sur des sites;
- Mbomou avec 51 pour des ménages qui sont des retournés.

Graphique 1: Statut de résidence des ménages dans les préfectures



Les retournés représentent un pourcentage importants dans les préfectures de l’Ouham (61%), Mbomou (51%), Ouaka (43%), Ombella M’Poko (33%), Kémo (31%), Basse Kotto (29%) et Haute Kotto (24%).

Les déplacés dans des camps ou sur des sites représentent un pourcentage important dans les préfectures du Haut Mbomou (31%), à Bangui (23%), en Ouham (9%) et Ouaka (7%).

Raisons du déplacement

Les trois quarts des ménages se sont déplacés en raison de la dégradation de la sécurité dans la zone d'origine (conflits, menaces, destructions de biens) et 12 pour cent pour chercher une situation sécuritaire plus stable.

Durée du déplacement

Presque la moitié des déplacés le sont depuis plus de 12 mois. Environ 22 pour cent ne sont déplacés que depuis 3 mois. La majorité des réfugiés sont dans le pays depuis moins de 3 mois.

Accueil de déplacés

Au cours des six derniers mois, environ 22 pour cent des ménages ont accueilli des personnes déplacées ou des réfugiés. Dans un quart des cas, ces personnes vivent encore dans les ménages qui les ont accueillis.

Tentative de retour

Au cours des trois derniers mois, seulement 14 pour cent des ménages déplacés ont essayé de rentrer chez eux. Ce pourcentage est plus élevé dans les préfectures suivantes : Sangha-Mbaéré (50%), Lobaye (39%), Ouham (32%), Bangui (19%).

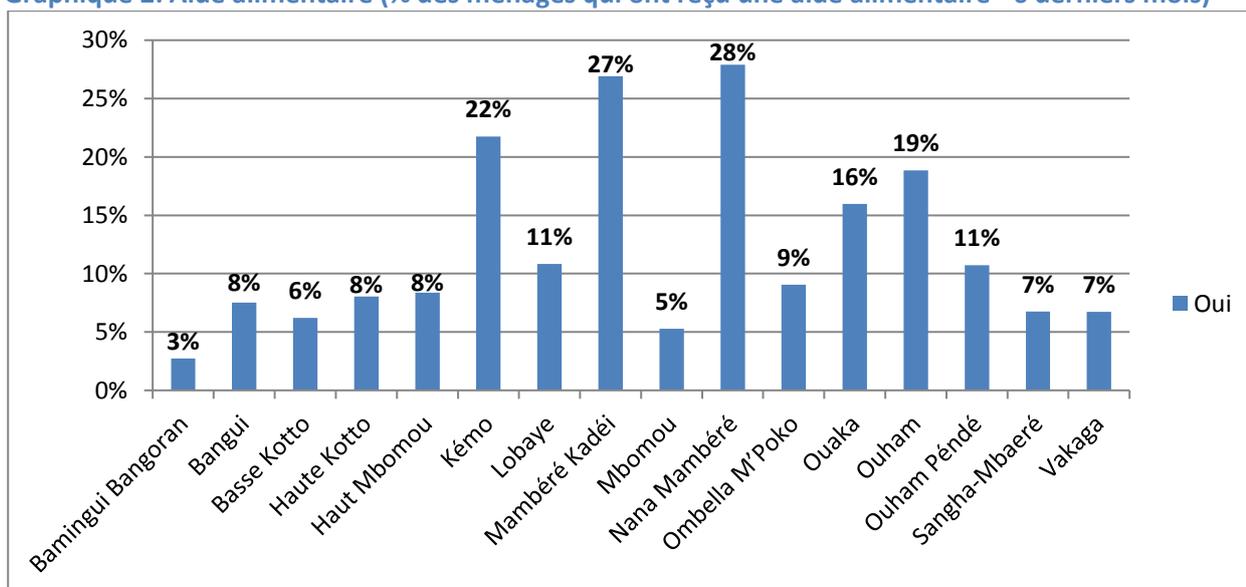
Déplacements au cours des 6 derniers mois⁸

Dans 43 pour cent des communautés/villages interviewées, des ménages auraient quitté le village au cours des six derniers mois. C'est dans la préfecture d'Ouham Pendé que ces départs auraient été les plus marqués. Dans plus de la moitié des communautés/villages interviewés, tous les habitants auraient quitté leur communauté/village au cours des six derniers mois.

2.2 Aide alimentaire

Environ 13 pour cent des ménages ont reçu une aide alimentaire au cours des six derniers mois. Les pourcentages les plus élevés sont dans les préfectures de Nana Mambéré (28%), Mambéré Kadéï (27%), Kémo (22%), Ouham (19%) et Ouaka (16%).

Graphique 2: Aide alimentaire (% des ménages qui ont reçu une aide alimentaire - 6 derniers mois)



⁸ Des interviews ont été menés dans 180 communautés/villages à travers le pays, soit environ dans 13 communautés / village par préfecture. Ces données ne sont pas représentatives, mais donnent une indication de la situation.

Au niveau national, l'aide reçue consiste principalement en une ration alimentaire (58% des ménages aidés) et des semences et intrants agricoles (12%).

A l'Ouham Pendé, l'aide consiste pour 22 pour cent des cas en de la nourriture pour enfants malnutris ou pour les femmes allaitantes. A l'Ouham, dans 42 pour cent des cas, il s'agit de vivres ou argent contre travail. A Kémo, 71 pour cent des ménages qui ont reçu une aide l'ont reçue sous forme de soins de santé ou de médicaments gratuits. Des proportions relativement élevées des ménages aidés ont reçu des semences ou intrants agricoles dans les préfectures de Haut Mbomou (83%), Ombella M'Poko (50%), Basse Kotto (46%) et Vakaga (29%).

2.3 Infrastructures

Ecoles

Selon les interviews menées auprès des communautés, seuls 38 pour cent des communautés auraient une école qui fonctionne.⁹ Seuls 4 pour cent auraient une cantine scolaire qui fonctionne (Ouham, Ouham Pendé et Nana Mambéré). Les principales contraintes sont le manque d'enseignants et de matériel pour enseigner et l'accès difficile à l'école.

Centres de santé

Seules 23 pour cent des communautés/villages où des entretiens avec les représentants ont eu lieu ont une structure sanitaire qui fonctionne. Les autres communautés sont à 42 pour cent à plus d'une heure de marche d'une structure sanitaire qui fonctionne.

Un centre de santé fonctionnel serait la première priorité de plus d'un tiers des communautés (37%). Pour un quart cela serait l'éducation (23%) et un autre quart l'accès à l'eau potable (22%).

2.4 Données démographiques de base

Taille des ménages

La taille moyenne d'un ménage est d'un peu plus de 6 personnes (6,6). Elle est un peu plus élevée dans les préfectures de Bamingui Bangoran (8 personnes) et de Vakaga (8,6).

Age du chef de ménage

Environ 74 pour cent des chefs de ménage ont entre 18 et 49 ans et 20 pour cent ont entre 50 et 64 ans.

Niveau d'éducation des chefs de ménages

Un quart des chefs de ménage n'a reçu aucune éducation. Les femmes dirigeant un ménage ont tendance à avoir un plus faible niveau d'instruction que leurs homologues masculins : 42 pour cent de ces femmes n'ont aucune éducation contre 18 pour cent pour les hommes. Environ 40 pour cent des chefs de ménage ont un niveau d'instruction primaire et 28 pour cent un niveau de secondaire.

⁹ Des interviews ont été menés dans 180 communautés/villages à travers le pays, soit environ dans 13 communautés / village par préfecture. Ces données ne sont pas représentatives, mais donnent une indication de la situation.

3. Moyens d'existence et niveau de vie des ménages

3.1 Moyens d'existence des ménages

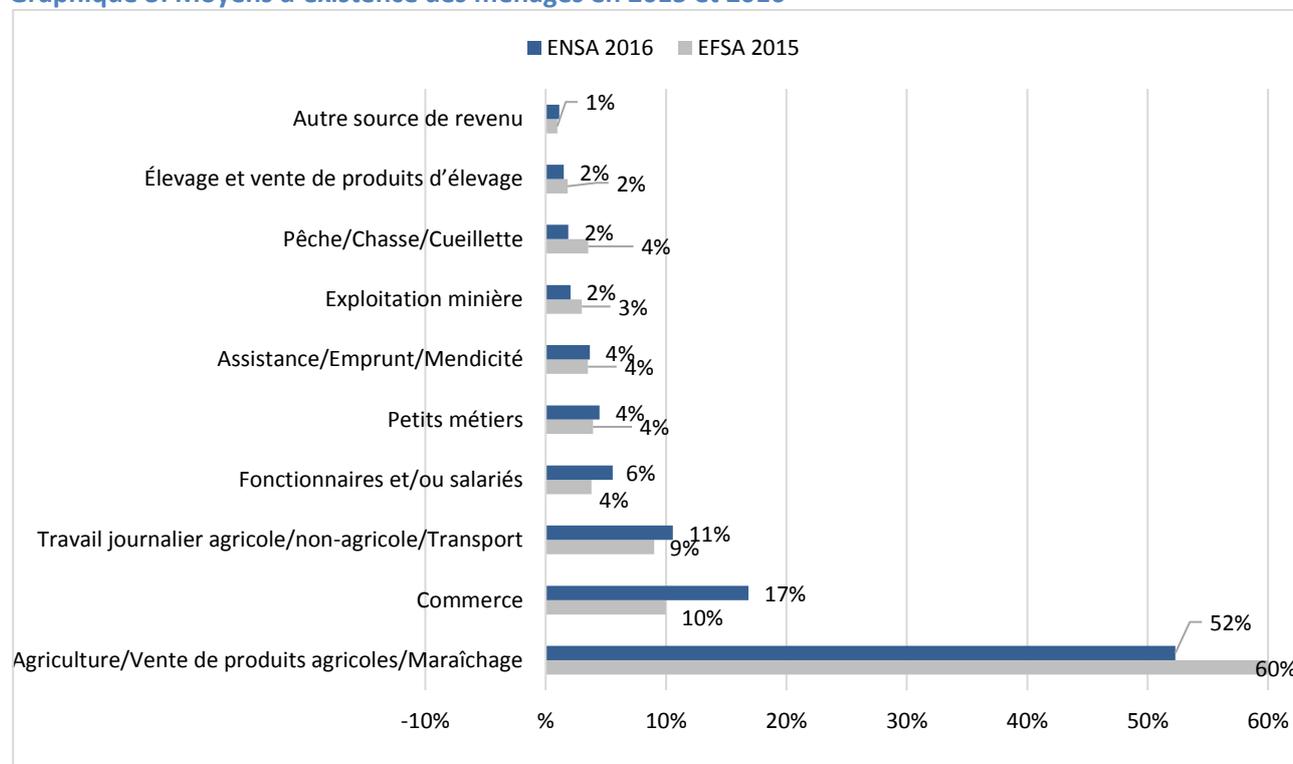
Une majorité des ménages vit de l'agriculture

La majorité des ménages sont des ménages agricoles. Ainsi pour près de 52 pour cent des ménages, l'agriculture et la vente de produits agricoles sont la principale source de revenu. Environ 11 pour cent vivent du travail journalier agricole, 2 pour cent vivent de la chasse, cueillette et de la pêche et 2 pour cent de l'élevage et de la vente de produits d'élevage. Environ 17 pour cent des ménages vivent du commerce. Une proportion plus importante des femmes chef de ménage pratique le commerce (28%) que les hommes (12%). Tandis que les hommes chef de ménage (54%) sont plus souvent agriculteur ou vivent de la vente des produits agricoles que les femmes (48%) dirigeant un ménage.

Recul de l'agriculture comme moyen de subsistance

Une proportion moindre de ménage vit de l'agriculture par rapport à l'année dernière (52% en 2016, contre 60% en 2015). La proportion des ménages qui pratiquent l'agriculture lors de la dernière campagne confirme ces résultats puisque cela indique une troisième année de baisse successive de la pratique agricole à travers le pays. Le secteur informel avec l'augmentation du mouvement des populations et la pratique de l'exploitation minière draine un nombre important des personnes de leur zones d'origine et pourrait en partie expliquer la baisse des activités agricoles des dernières années.

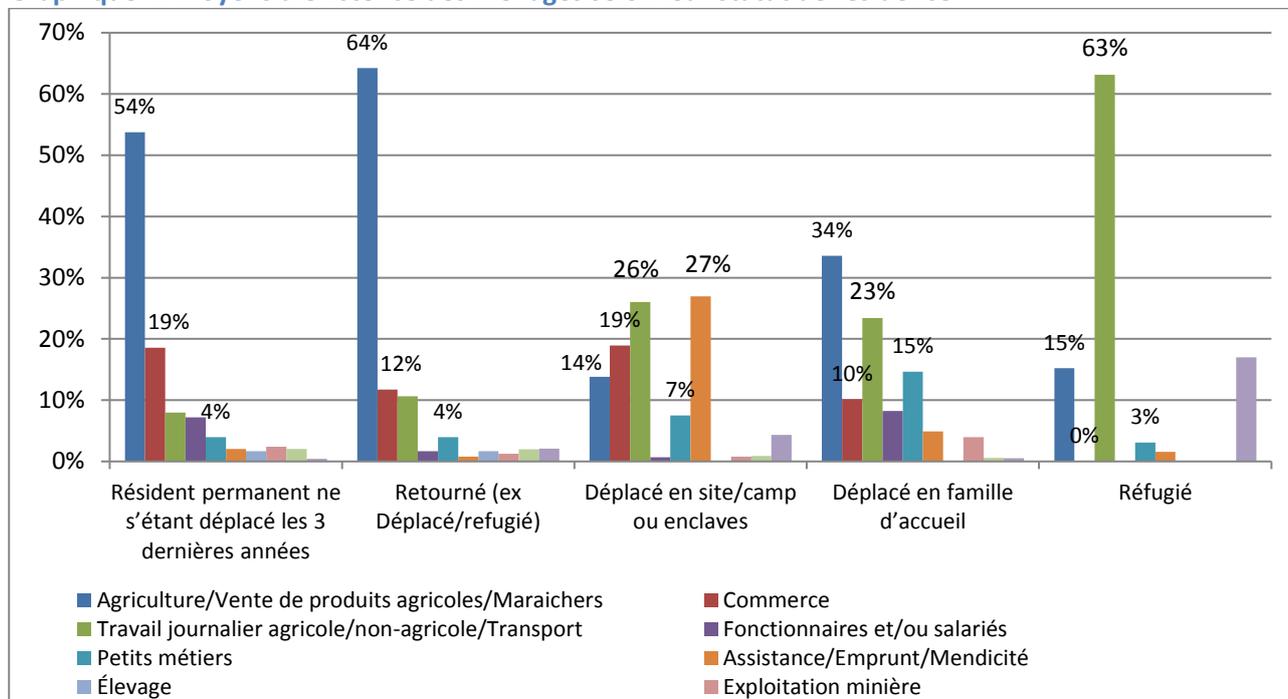
Graphique 3: Moyens d'existence des ménages en 2015 et 2016



Moyens d'existence des ménages en fonction de leur statut

Alors que les résidents permanents et les ménages retournés pratiquent en majorité l'agriculture, les personnes déplacés et les réfugiés ont des moyens d'existence avec des revenus plus précaires. Chez les ménages déplacés dans des camps ou enclaves, 27 pour cent vivent de la mendicité ou de l'assistance, 26 pour cent du travail journalier. Chez les réfugiés, 63 pour cent vivent du travail journalier.

Graphique 4: Moyens d'existence des ménages selon leur statut de résidence



3.2 Pauvreté

Les préfectures avec les proportions de ménages pauvres les plus importantes sont : Ouham (62%), Kémo (58%), Ouham Pendé (50%), Ouaka (48%) et Mambéré Kadéï (47%).

Précision méthodologique: Ces pourcentages ont été obtenus sur la base d'un indice de richesse. L'indice est construit à partir d'informations collectées relatives aux biens possédés par les ménages (radio, motocyclette, téléviseur, machine de transformation agricole, etc.), à leur accès à des sources d'eau améliorées et à la possession de bétail. Chaque ménage se voit attribuer un score sur cette base. Le score d'un ménage est d'autant plus élevé que le ménage possède des avoirs qui assurent son bien-être matériel. Puis les ménages sont répartis selon leur indice dans cinq classes : très pauvres, pauvres, moyen, riches, très riches.

Déplacement et pauvreté

Chez les réfugiés, 95 pour cent des ménages appartiennent aux deux quintiles de richesse les plus pauvres, contre 81 pour cent chez les déplacés en camp/site/enclave et 65 pour cent chez les déplacés en famille d'accueil. Ces proportions sont moindre, respectivement 49 et 34 pour cent chez les retournés et les résidents permanents.

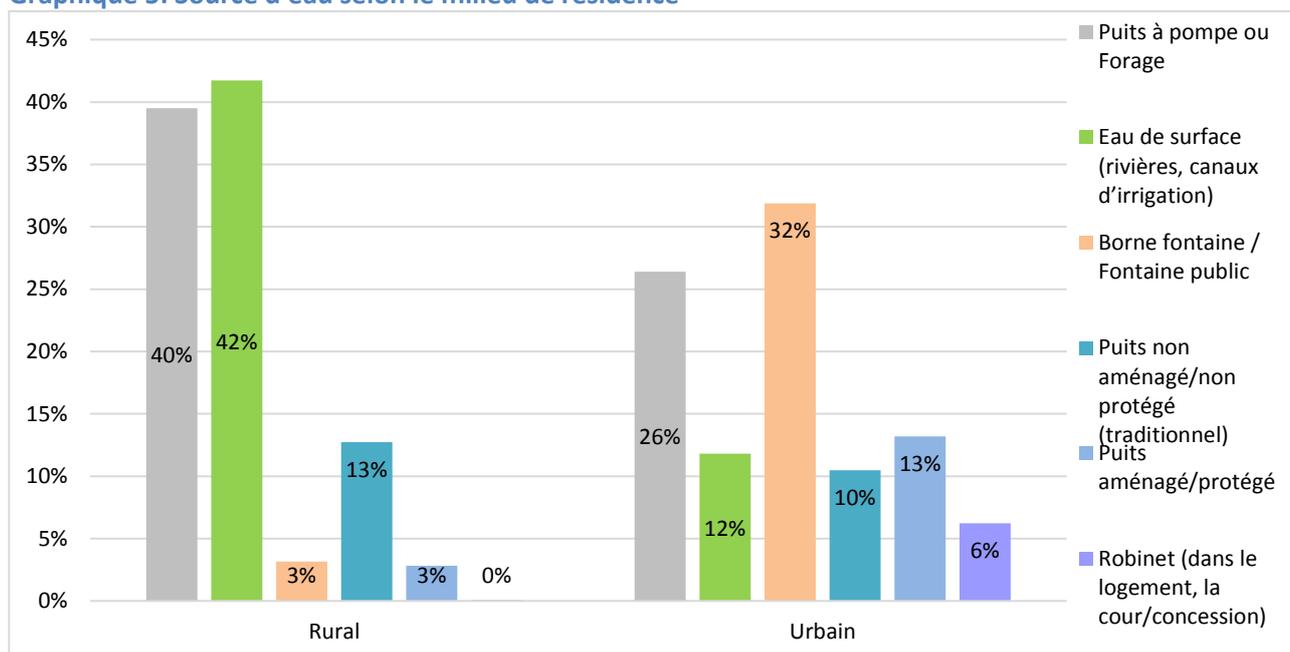
3.3 Equipement des ménages et assainissement

Accès à l'eau

Au niveau national, presque un tiers des ménages (30%) consomment de l'eau de surface (rivières, canaux d'irrigation, etc.) et 12 autres pour cent consomment de l'eau venant de puits non protégés, soit au total 41 pour cent des ménages qui n'ont pas accès à une source d'eau améliorée.¹⁰ Presque la totalité (94%) des ménages ne traitent pas l'eau avant de la boire. Quand les ménages traitent l'eau, dans deux tiers des cas, ils le font avec de l'eau de javel.

Des écarts importants existent quant à l'accès des ménages à une source d'eau améliorée entre les préfectures et selon le milieu de résidence. Les ménages vivant dans la Basse Kotto (60%), Mbomou (53%), Nana Mambéré (53%) et Mambéré Kadéi (50%) ont moins accès à des sources d'eau améliorées: plus de 1 ménage sur 2 de ces préfectures utilisent de l'eau de surface provenant des rivières et des canaux d'irrigation.

Graphique 5: Source d'eau selon le milieu de résidence



Ce sont principalement les femmes (72% des cas), mais aussi les jeunes filles (15%) qui vont chercher l'eau. Au niveau national, 46 pour cent des cas, il y a moins de 30 minutes de marche pour atteindre le point d'eau. 32 pour cent des ménages doivent marcher entre 30 et 60 minutes pour atteindre le point d'eau.

Un quart des ménages passent plus de temps qu'avant à aller chercher de l'eau. Pour 38 pour cent d'entre eux la raison réside dans la diminution de nombre de points d'eau. A Ouham ce sont 60 pour cent des ménages qui y passent plus de temps qu'avant.

Types de toilettes utilisées

Les trois quarts des ménages utilisent des latrines communes (73%). Un quart vont dans la nature (24%).

Sources d'énergie pour l'éclairage

L'électricité (21%) est une des sources principales d'éclairage en milieu urbain (50% des ménages l'utilisent à Bangui et 13% dans l'Ombella M'Poko) mais très peu en milieu rural (3%) l'utilisent. L'utilisation de la torche (77%) prédomine en milieu rural suivi les panneaux solaires (3%). Au niveau national, environ 65 pour cent

¹⁰ Voir l'annexe pour des informations au niveau des préfectures.

des ménages utilisent des torches (piles), 10 pour cent des lampes à pétrole. A Bangui, 50 pour cent ont l'électricité.

Sources d'énergie pour la cuisson des aliments

Presque la totalité des ménages (93%) utilisent le bois de chauffe et 6 pour cent utilisent le charbon de bois.

4. Pratique de l'agriculture et de l'élevage

4.1 Accès à la terre et pratique de l'agriculture

Presque trois-quarts des ménages ont accès à la terre

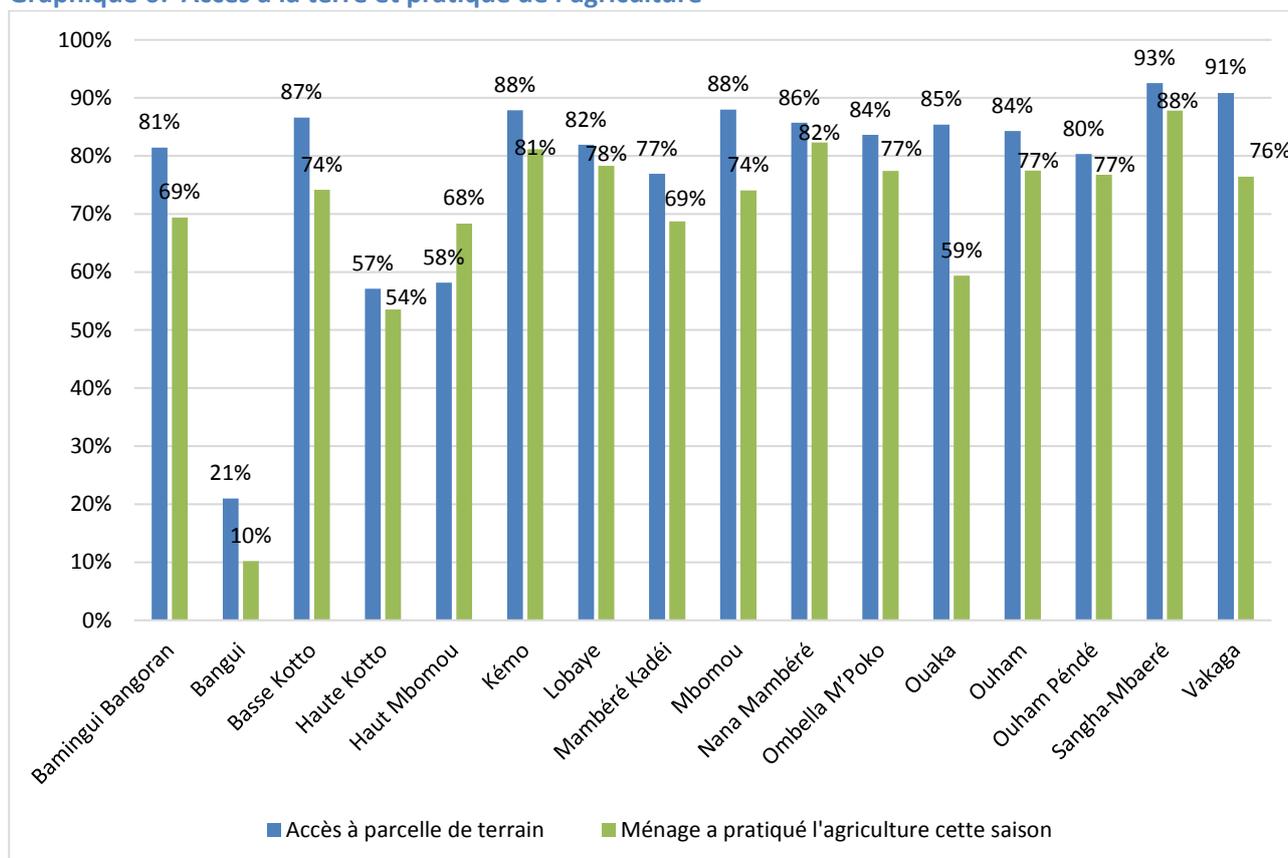
Le rôle central que joue l'agriculture dans les moyens de subsistance pour la majorité de la population centrafricaine signifie que l'accès à la terre est essentiel pour la relance agricole. Mais on remarque, un recul de l'accessibilité de parcelle de terrain pour la 3ème année consécutive. Au niveau national, 81 pour cent des ménages ont accès à une parcelle de terrain en 2015 mais cette proportion a diminué à 72 pour cent en 2016.

La multiplication des affrontements intercommunautaires dans plusieurs localités du pays, la persistance de l'insécurité, les mouvements de population et de réfugiés ont eu comme conséquence pour les agriculteurs de se replier sur des cultures résilientes, peu rémunératrices, comme le manioc¹¹.

De plus, l'accès est moins restreint pour les ménages dirigés par les hommes (74%) que par ceux dirigés par les femmes (67%).

L'accès à la terre ne permet pourtant pas aux ménages de produire. Ainsi au niveau national, seulement 63 pour cent des ménages ont cultivé la terre en 2016. C'est dans les préfectures de Haute Kotto et Ouaka que la proportion des ménages qui ont cultivé a été la plus basse.

Graphique 6: Accès à la terre et pratique de l'agriculture



¹¹ Ambassade de France (Décembre 2016). 'Le développement agricole en RCA'. <http://www.ambafrance-cf.org/Le-developpement-agricole-en-RCA>

Pratique de l'agriculture : persistance de la difficulté d'accéder aux champs

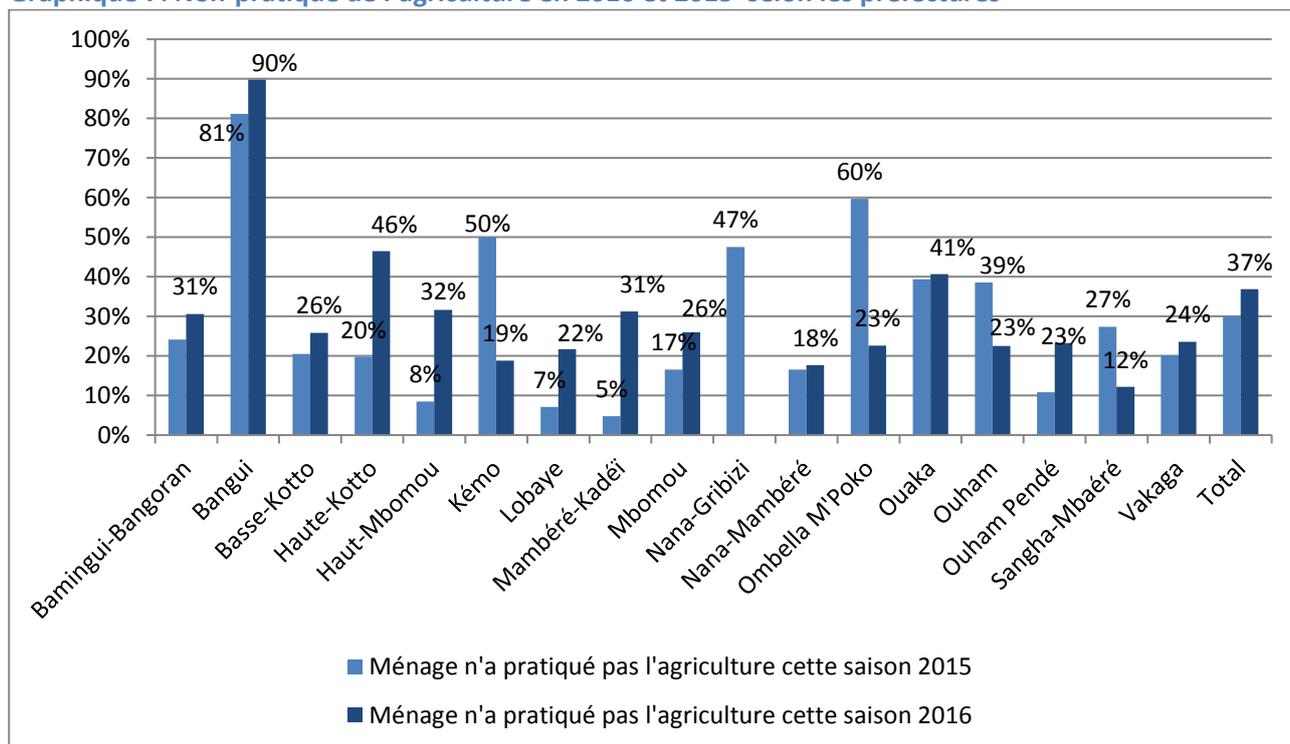
Environ 37 pour cent n'ont pas cultivé cette année, contre 30 pour cent l'année dernière. Parmi eux, environ 37 pour cent n'ont pas cultivé par manque d'accès à la terre, 15 pour cent n'ont pas cultivé en raison de problèmes de sécurité et 15 pour cent par manque de moyens financiers.

La proportion des ménages qui n'a pas cultivé est plus élevée en Haute Kotto (46%), à Ouaka (41%) et Haut Mbomou (32%). En Haute Kotto, Haut Mbomou, Lobaye, Mambéré-Kadéï, Mbomou, Ouham Pendé, la proportion des ménages qui n'ont pas cultivé a beaucoup augmenté par rapport à l'année précédente. A Bangui, seuls 10 pour cent des ménages ont cultivé.

Raisons pour lesquelles les ménages n'ont pas cultivé en 2016:¹²

- Ouaka : problèmes de sécurité (65%).
- Haut Mbomou: manque d'accès à la terre (80%).
- Haute Kotto: manque d'accès à la terre (38%), problèmes de sécurité (19%) et autres sources de revenus / jamais pratiqué l'agriculture (23%).
- Lobaye: manque d'accès à la terre (25%), problèmes de sécurité (23%), manque de moyens financiers (19%);
- Ouham Pendé: manque d'accès à la terre (44%), problèmes de sécurité (18%);
- Mbomou: manque d'accès à la terre (17%), manque de moyens financiers (19%).

Graphique 7: Non-pratique de l'agriculture en 2016 et 2015 selon les préfectures

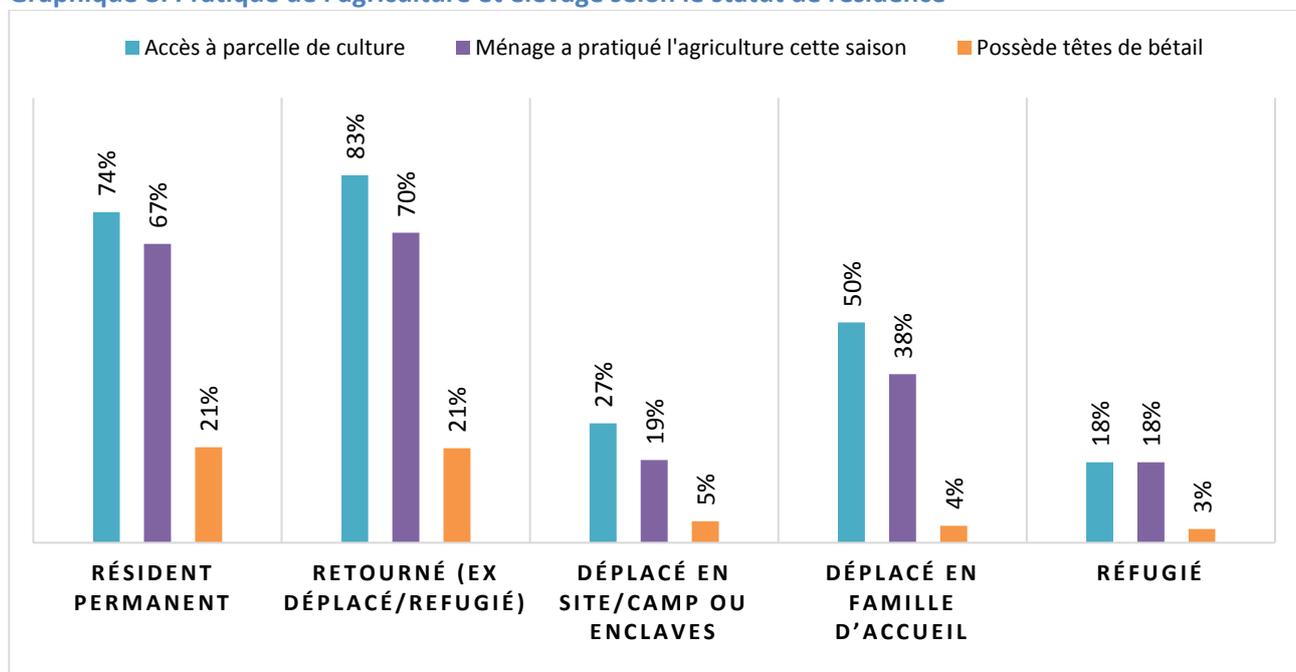


¹² Pour des informations détaillées, consulter l'annexe.

Les déplacés en site/camps/enclaves et les réfugiés ont peu accès à la terre (respectivement 27% et 18%) et seuls autour de 18 pour cent ont cultivé. La situation des déplacés en famille d'accueil est un peu meilleure avec 50 pour cent qui ont accès à la terre et 38 pour cent qui ont cultivé.

Par contre, 83 pour cent des retournés ont accès à une parcelle et 70 pour cent ont cultivé.

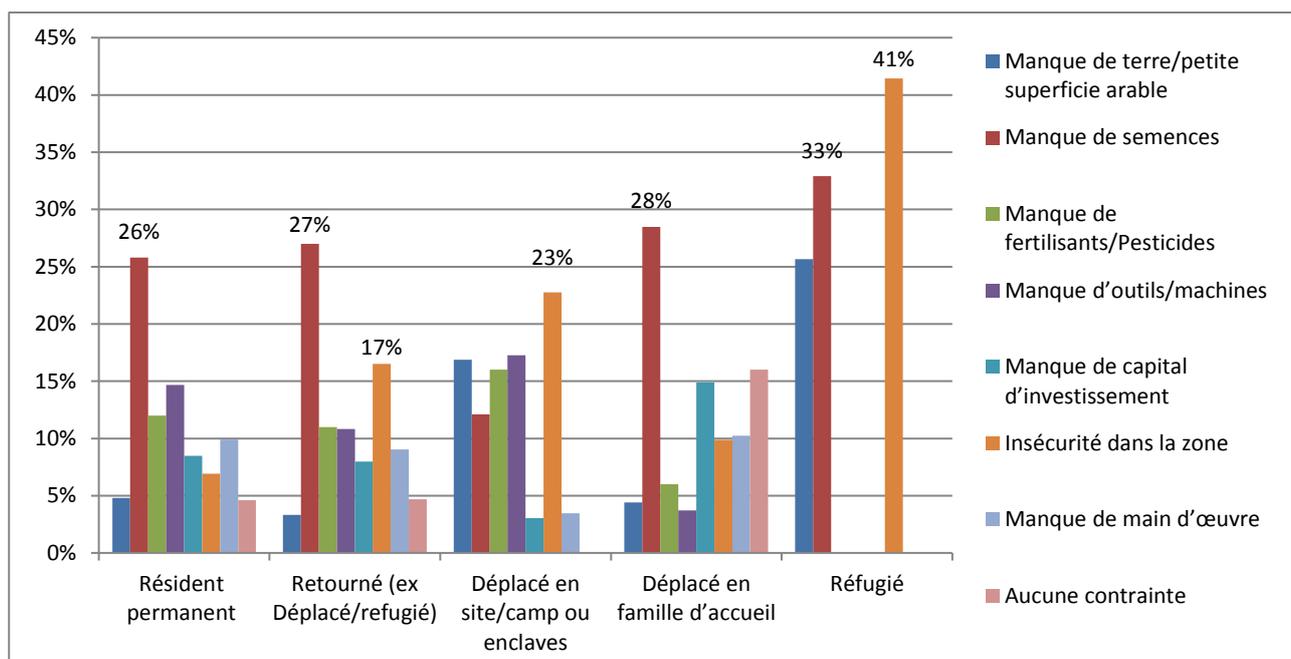
Graphique 8: Pratique de l'agriculture et élevage selon le statut de résidence



Nombreuses contraintes rencontrées dans la pratique de l'agriculture

Les ménages doivent faire face à de nombreuses contraintes dans leur pratique de l'agriculture, seuls 5 pour cent des ménages disent ne connaître aucune contrainte. Environ 24 pour cent manquent de semences, 13 pour cent ont des problèmes d'insécurité, 11 pour cent manquent d'outils et de machines et 10 pour cent manquent de main d'œuvre.

Graphique 9: Principales contraintes à la pratique de l'agriculture selon le statut de résidence



Evolution de la campagne agricole et approvisionnement des marchés

Les interviews des représentants communautaires indiquent que l'évolution de la campagne agricole serait mauvaise voire très mauvaise.¹³ Ainsi 71 pour cent des communautés interrogées indiquent une évolution mauvaise, voire très mauvaise de la campagne agricole. Les principales raisons sont le manque d'intrants et de moyens financiers, la mauvaise installation des pluies et les dégâts des prédateurs.

Dans la moitié des communautés, l'état des pâturages seraient mauvais, voire très mauvais, ainsi que les conditions d'abreuvement. Dans la très grande majorité des communautés, la production laitière serait mauvaise, voire très mauvaise. Dans plus de la moitié, la mortalité du cheptel serait plus élevée que d'habitude, principalement en raison des maladies.

Si selon les représentants communautaires, l'approvisionnement sur le marché en manioc est bon (49%), celui en maïs l'est moins et celui du niébé, riz et patate douce est mauvais ou non disponible sur les marchés des villages/quartiers enquêtés. La viande (bovin ou mouton) est très peu disponible.

Propriété de la terre généralisée

Au niveau national, 93 pour cent des ménages la terre qu'ils cultivent leur appartient. Dans toutes les préfectures, le taux est supérieur à 90 pour cent, sauf à Bangui (79%) et Haut Mbomou (62%). Dans cette préfecture, 31 pour cent des ménages empruntent la terre qu'ils cultivent.

La proportion des ménages qui possèdent la terre qu'ils cultivent est moindre chez les ménages déplacés en famille d'accueil (76%), les ménages déplacés en camps/sites/enclaves (61%) et les réfugiés (41%). Ces ménages ont généralement recours à l'emprunt de terre (respectivement 16%, 30% et 59%).

¹³ Des interviews ont été menés dans 180 communautés / villages à travers le pays, soit environ dans 13 communautés / villages par préfecture. Ces données ne sont pas représentatives, mais donnent une indication d'une situation.

4.2 Cultures pratiquées

Culture de consommation

La culture du manioc est la plus pratiquée dans toutes les préfectures, sauf celle de Vakaga et Haute Kotto où l'arachide domine. Au niveau national, 81 pour cent des ménages cultivent du manioc. Les deux autres cultures très pratiquées sont celles de l'arachide et du maïs: respectivement 33 et 22 pour cent des ménages. La culture du haricot est très pratiquée dans les préfectures de l'Ouham, l'Ouham Pendé et la Vakaga. Pour plus de détails, voir en Annexe.

Culture de rente

Au niveau national, la moitié des ménages ne pratiquent pas de culture de rente. Mais dans certaines préfectures, l'agriculture de rente est plus pratiquée : Haute Kotto (77% des ménages qui cultivent), Haut Mbomou (76%), Lobaye (77%), Sangha-Mbaéré (72%), Mbomou (61%), Ombella M'Poko (62%).

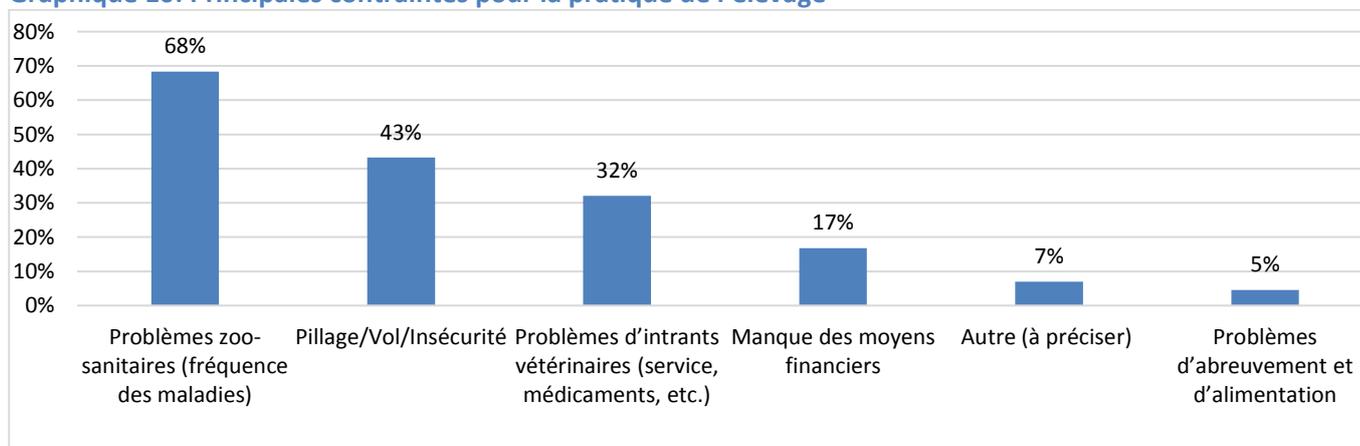
Au niveau national, les principales cultures de rente sont l'arachide ou le maïs avec respectivement 29 et 24 pour cent des ménages qui pratiquent ces cultures parmi ceux qui cultivent des produits pour les vendre. Dans les préfectures de Mbomou, Haut Mbomou et Basse Kotto, entre 19 et 31% des ménages qui cultivent pour vendre, cultivent du riz. La banane plantain est cultivée dans la préfecture de Lobaye (40%). Le café vert est lui cultivé en Basse Kotto (20%) et à Lobaye (20%) et le coton à Ouham (16%). La culture du sésame est aussi pratiquée : Ouaka (25%), Ouham (24%), Bangui (21%), Basse Kotto (19%) et Ouham Pendé (19%). Pour plus de détails, voir en Annexe.

5.2 Elevage

Seuls un quart des ménages (24%) ont du bétail. Parmi eux, 78 pour cent rencontrent des contraintes : problèmes zoo-sanitaires (68%), vols ou pillage (43%) et des problèmes d'intrants vétérinaires (32%).

Dans la préfecture de l'Ouham Pendé seuls 8 pour cent des ménages possèdent des animaux et 3 pour cent en possèdent à Bangui. Parmi les ménages de déplacés et de réfugiés, très peu possèdent du bétail (entre 5 et 3%).

Graphique 10: Principales contraintes pour la pratique de l'élevage



5. Consommation alimentaire des ménages

5.1 Situation actuelle de la consommation alimentaire des ménages

En septembre 2016, environ 60 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire qui n'est pas satisfaisante. Environ 27 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et 33 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire limite. Il existe une légère différence entre la proportion d'hommes chef de ménage (63%) et femmes (58%) avec une consommation alimentaire pauvre/limite.

Régime alimentaire des ménages

Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre ont un régime très peu diversifié et très insuffisant : ils consomment principalement des céréales (3 jours par semaine) et des légumes (2 jours par semaine). Les protéines, légumineuses et les fruits sont consommés moins d'une fois par semaine. Le lait n'est pratiquement pas consommé.

Les ménages avec une consommation alimentaire limite consomment plus fréquemment des céréales (plus de 5 jours par semaine) par rapport au groupe précédent, ils consomment plus souvent des légumes (5 jours) et un peu plus souvent des légumineuses (1 jour). La consommation de fruits, de légumineuses et de protéines animales est très faible, celle du lait est pratiquement inexistante.

Les ménages avec une consommation alimentaire acceptable consomment beaucoup plus souvent des légumineuses, des protéines, des fruits, du sucre et de l'huile. Ils consomment des céréales plus de 6 jours par semaine et consomment du lait mais peu fréquemment (1 jour par semaine).

Tableau 2: Régime alimentaire des différents groupes de consommation alimentaire

Groupes de consommation alimentaires	Nombre de jours de consommation des aliments sur une semaine (moyenne)							
	Aliments de base (céréales)	Légumineuses	Légumes	Fruits	Protéines animales	Lait	Huile	Sucre
Pauvre	3,2	0,4	2,2	0,7	0,2	0,0	2,2	1,7
Limite	5,7	1,3	5,0	1,4	0,8	0,0	3,1	3,1
Acceptable	6,4	3,1	5,6	2,4	4,4	1,1	5,2	4,6
Total	5,6	2,1	4,8	1,8	2,6	0,6	4,0	3,6

Méthodologie : La consommation alimentaire des ménages est évaluée sur la base du score de la consommation alimentaire des ménages (SCA). Ce score est un indicateur de l'accessibilité aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire. Il est calculé à partir de :

- la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage pendant les sept jours précédant l'enquête),
- la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête),
- l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

Environ un tiers (31%) des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'aliments riches en vitamine A, 45 pour cent ne consomment pas d'aliments riches en fer et 41 pour

cent ne consomment pas d'aliments riches en protéines.¹⁴ Ils risquent de fortes déficiences en micronutriments.

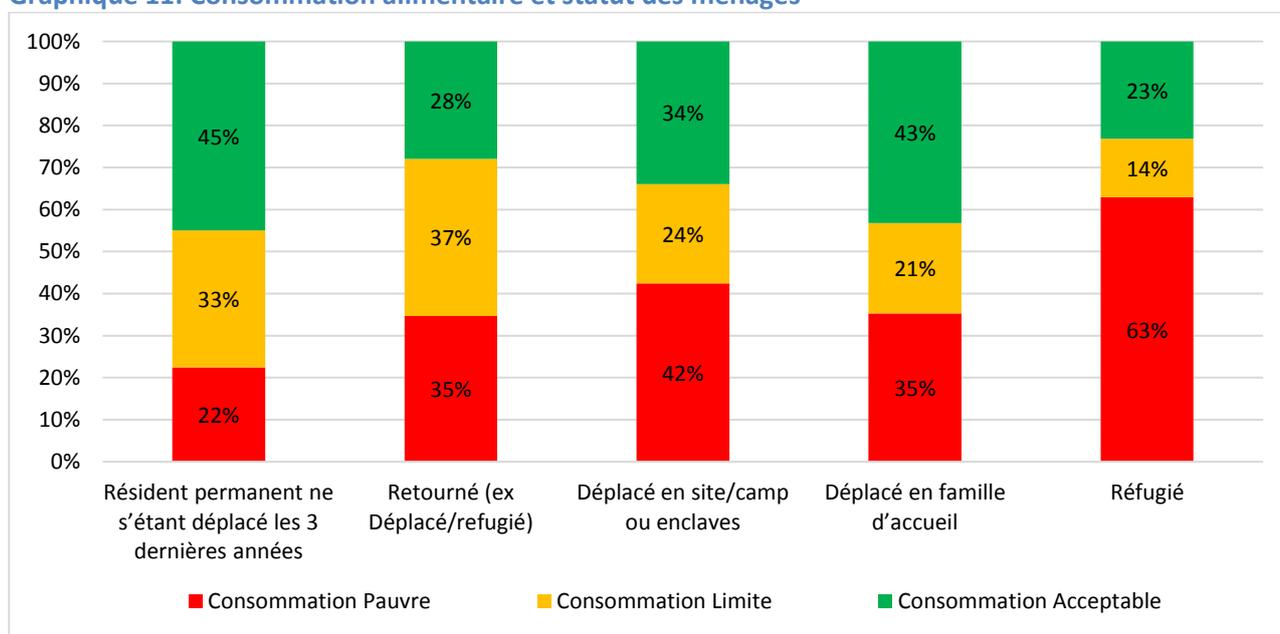
Nombre de repas pris par jour

Les ménages consomment environ 1,3 repas par jour en moyenne. C'est dans les préfectures de la Ouaka et l'Ouham que le nombre de repas est le plus bas : les enfants de 2 à 15 ans et les adultes ne mangent qu'une fois par jour. Dans les préfectures de Sangha-Mbaéré et de Haut Mbomou, les enfants de 2 à 5 ans ne consomment qu'un seul repas par jour.¹⁵

Consommation alimentaire en fonction du statut des ménages.

Les plus fortes proportions de ménages avec une consommation alimentaire pauvre sont chez les réfugiés (63%) et chez les ménages déplacés dans des camps ou des sites spécifiques (42%). Chez les ménages retournés et les ménages dans une famille d'accueil, 35 pour cent ont une consommation alimentaire pauvre.

Graphique 11: Consommation alimentaire et statut des ménages



5.2 Evolution de la situation de la consommation alimentaire des ménages

Le pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire non adéquate a beaucoup augmenté depuis 2014, passant de 24 pour cent en 2014, 45 pour cent en 2015 et à 60 pour cent des ménages en 2016.

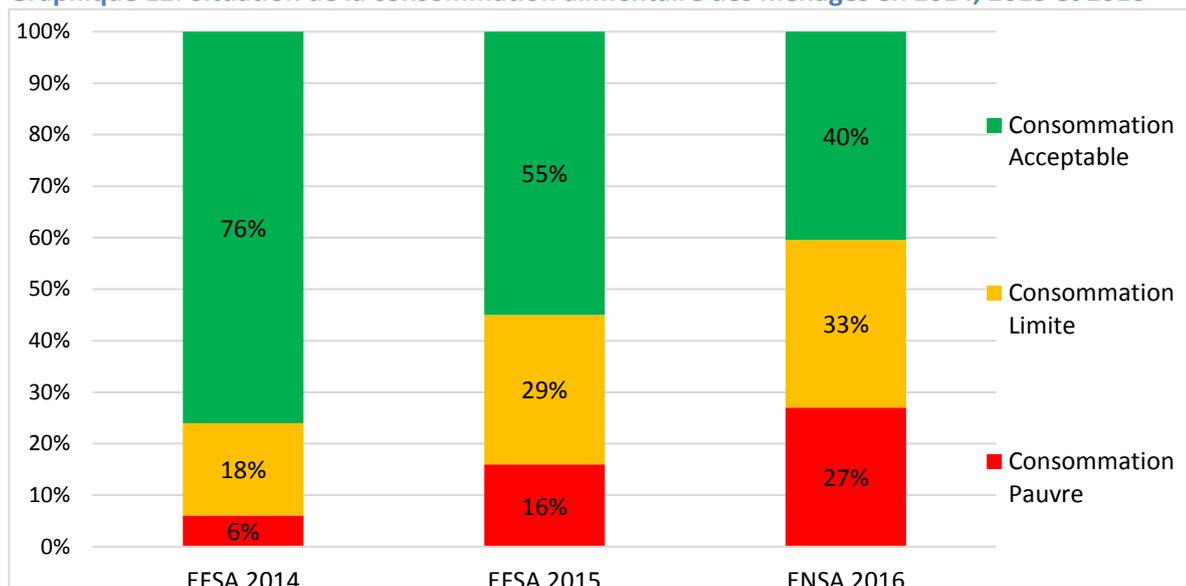
Le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire pauvre a augmenté de manière régulière depuis 2014, passant de 6 pour cent en 2014, à 16 pour cent en 2015 et à 27 pour cent en 2016.

Le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire limitée a lui aussi augmenté, passant de 18 pour cent en 2014 à 33 pour cent en 2016. Il a peu augmenté entre 2015 et 2016.

¹⁴ Voir en Annexe les pourcentages des ménages qui consomment des aliments riches en vitamine A, en fer et en protéine selon leur consommation alimentaire.

¹⁵ Voir en Annexe le nombre de repas moyen consommé selon la classe d'âge par préfecture.

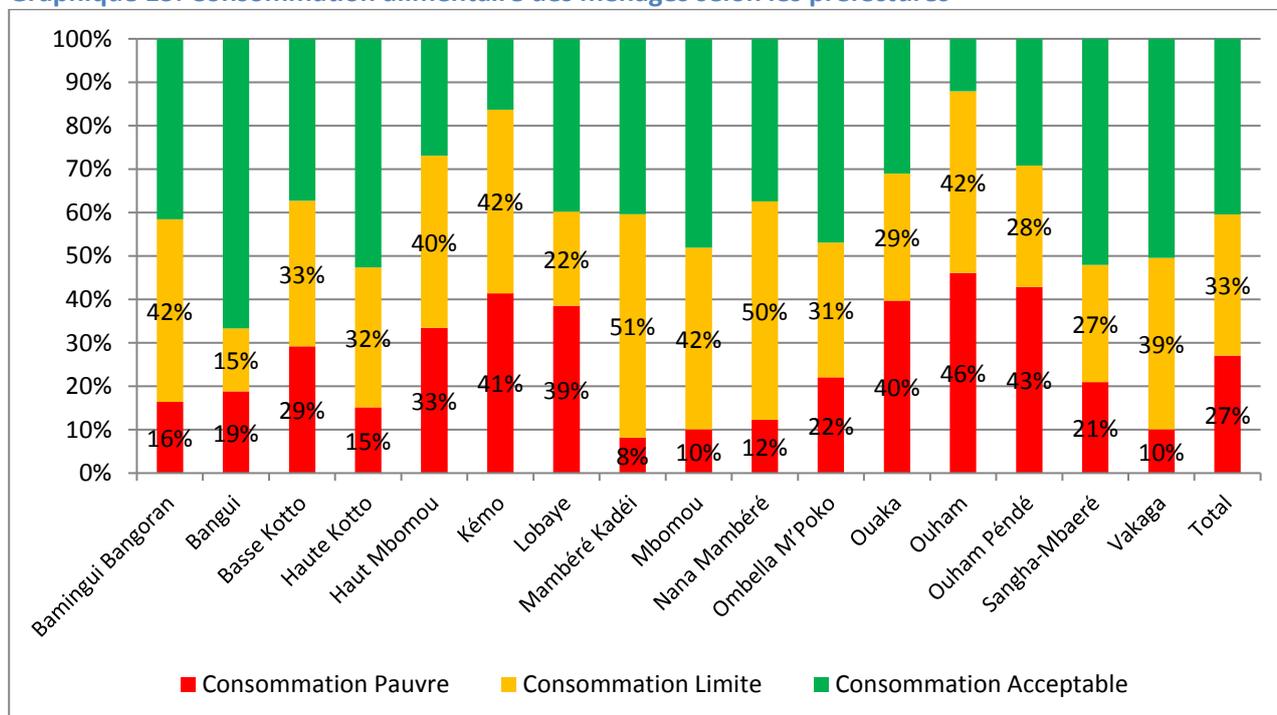
Graphique 12: Situation de la consommation alimentaire des ménages en 2014, 2015 et 2016



5.3 Situation de la consommation alimentaire selon les préfectures

Les préfectures de l’Ouham et Kémo ont les pourcentages de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite les plus élevés avec respectivement 87 pour cent et 83 pour cent des ménages. Dans ces préfectures ainsi que dans celles de la Ouaka et l’Ouham Pendé, le pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre dépasse les 40 pour cent avec 46 pour cent dans la préfecture de l’Ouham.

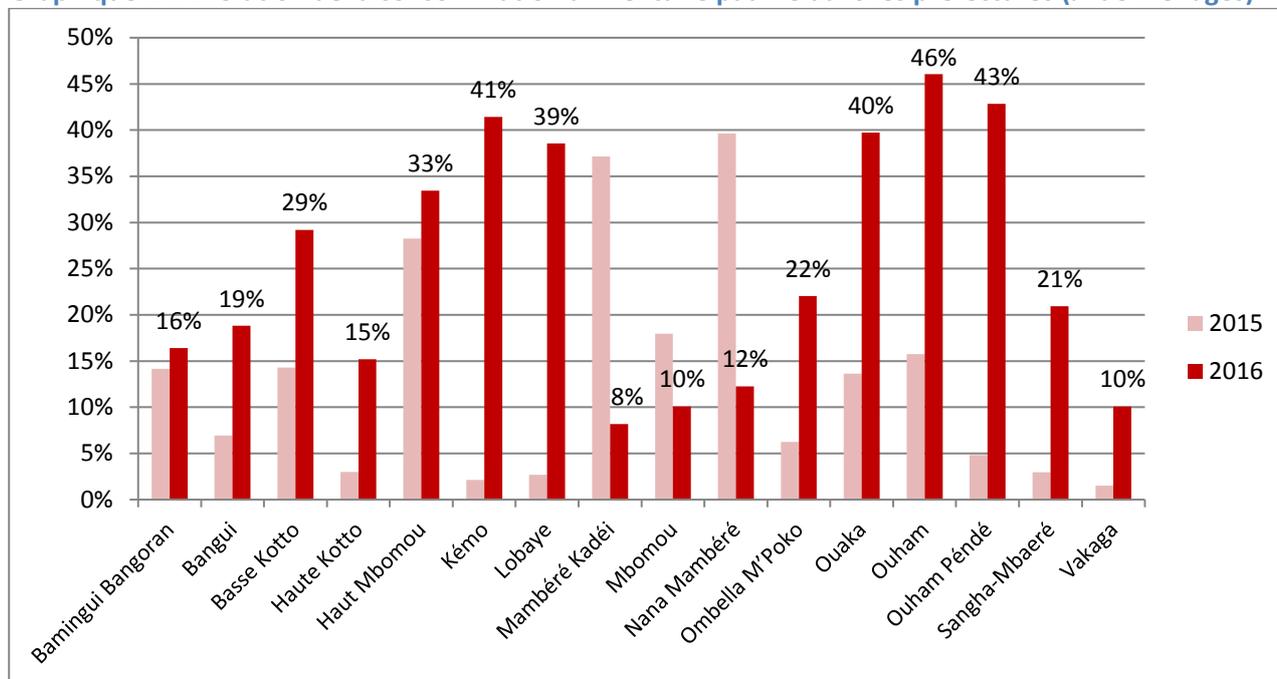
Graphique 13: Consommation alimentaire des ménages selon les préfectures



Evolution de la consommation alimentaire dans les préfectures

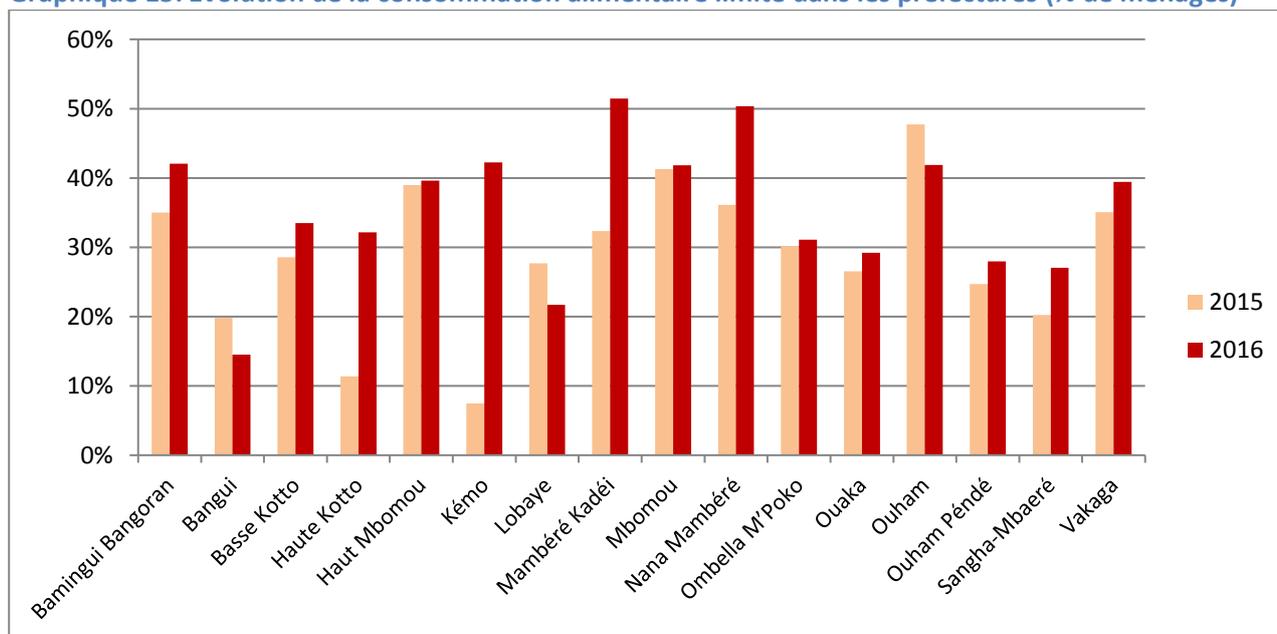
Le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire pauvre a augmenté dans presque toutes les préfectures (à l'exception de Mambéré Kadéï, de Mbomou et Nana Mambéré). Dans les préfectures de Kémo, Lobaye et Ouham Pendé la proportion de ménage avec une consommation alimentaire pauvre est passée de moins de 5 pour cent à environ 40 pour cent.

Graphique 14: Evolution de la consommation alimentaire pauvre dans les préfectures (% de ménages)



La proportion de ménages avec une consommation limite a augmenté dans la majorité des régions. Elle a le plus augmenté dans la préfecture de Kémo et Haute Kotto.

Graphique 15: Evolution de la consommation alimentaire limite dans les préfectures (% de ménages)

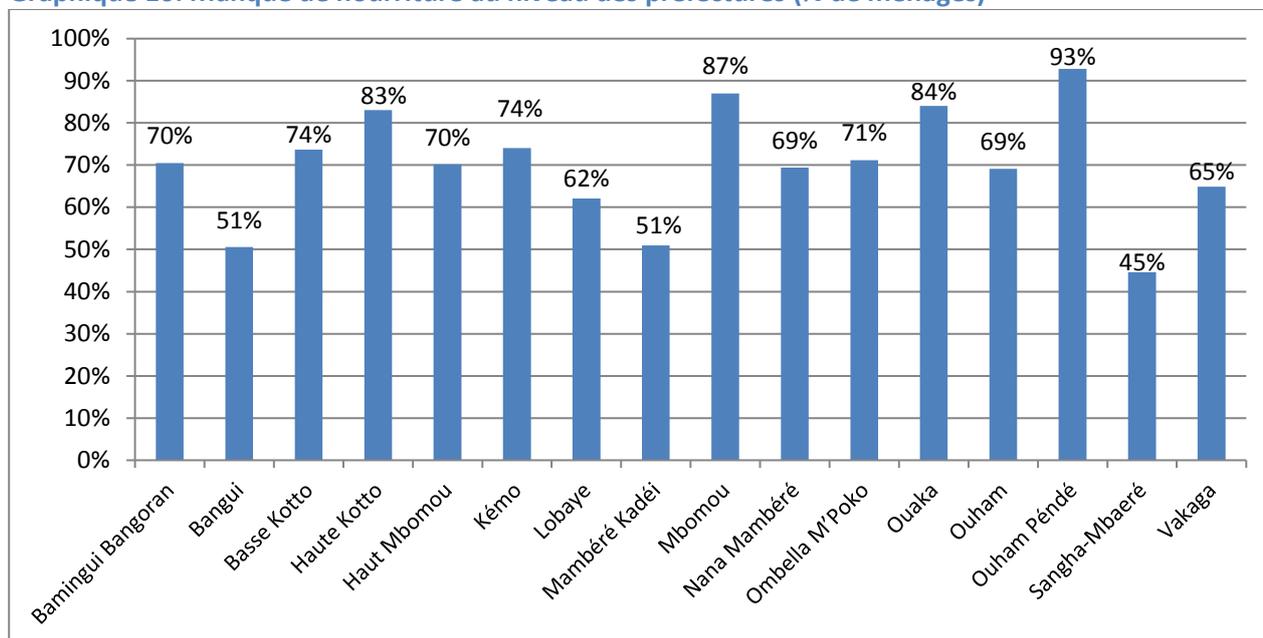


5.4 Accès des ménages à la nourriture

Problèmes d'approvisionnement

Environ 68 pour cent des ménages ont connu des mois au cours des 12 derniers durant lesquels ils n’avaient pas assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins. Cette proportion des ménages est la plus élevée dans les préfectures de Ouham Pendé (93%), Mbomou (87%), Ouaka (84%), Haute Kotto (83%).

Graphique 16: Manque de nourriture au niveau des préfectures (% de ménages)



Le problème est un peu plus répandu en zone rurale (72%) qu’en zone urbaine (64%) et touche plus les retournés (80%) et les déplacés (73%).

Les raisons principales sont les suivantes : faible récolte ou pas de récolte (35% des ménages), une perte de revenus (22%), l’insécurité (16%).

Le niveau faible des récoltes a particulièrement affecté les préfectures de Vakaga (62% des ménages estiment que c’est la principale raison à leur problème d’approvisionnement au cours des 12 derniers mois), Haut Mbomou (53%), Kémo (51%) et Ouham (46%). L’insécurité est la raison principale des problèmes d’approvisionnement pour 37 pour cent des ménages dans la préfecture de la Ouaka et pour 29 pour cent à Lobaye et pour 41% des ménages déplacés en camps/sites/enclaves et 28% des déplacés en famille d’accueil (Voir des informations détaillées en Annexe).

Dépendance des marchés comme source d’approvisionnement

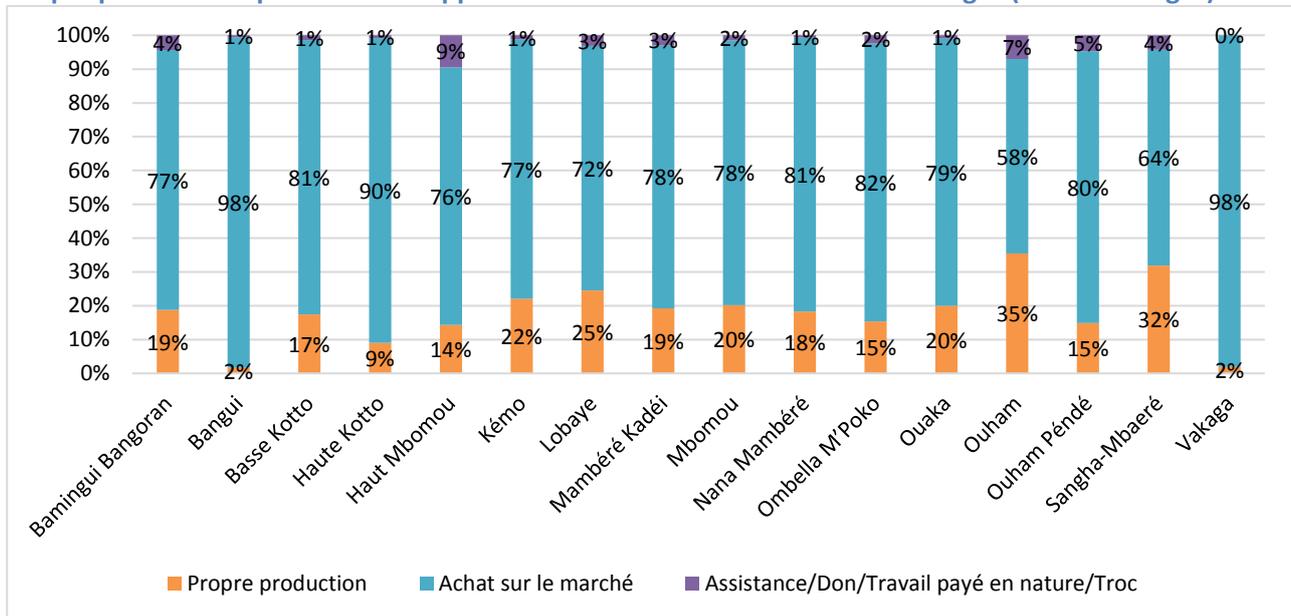
Les ménages dépendent fortement des marchés pour s’approvisionner¹⁶. Au niveau national, environ 80 pour cent des ménages dépendent des marchés pour acquérir les aliments qu’ils consomment. Cette dépendance est plus marquée dans la Vakaga (98%), Bangui (98%) et la Haute Kotto (90%).

Dans les préfectures où les ménages dépendent plus de leurs récoltes (Ouham, Sangha-Mbaéré, Lobaye, et Kémo) le calendrier agricole semble indiquer que la période de collecte des données de cette enquête a

¹⁶ L’enquête a collecté des informations sur la principale source des différents aliments consommés par le ménage pendant les sept jours précédents l’enquête. La quantité de nourriture n’ayant pas été collectée, cet indicateur ne montre pas le pourcentage de nourriture provenant des différentes sources. En revanche, le pourcentage (moyenne) de jours de consommation provenant des différentes sources est disponible.

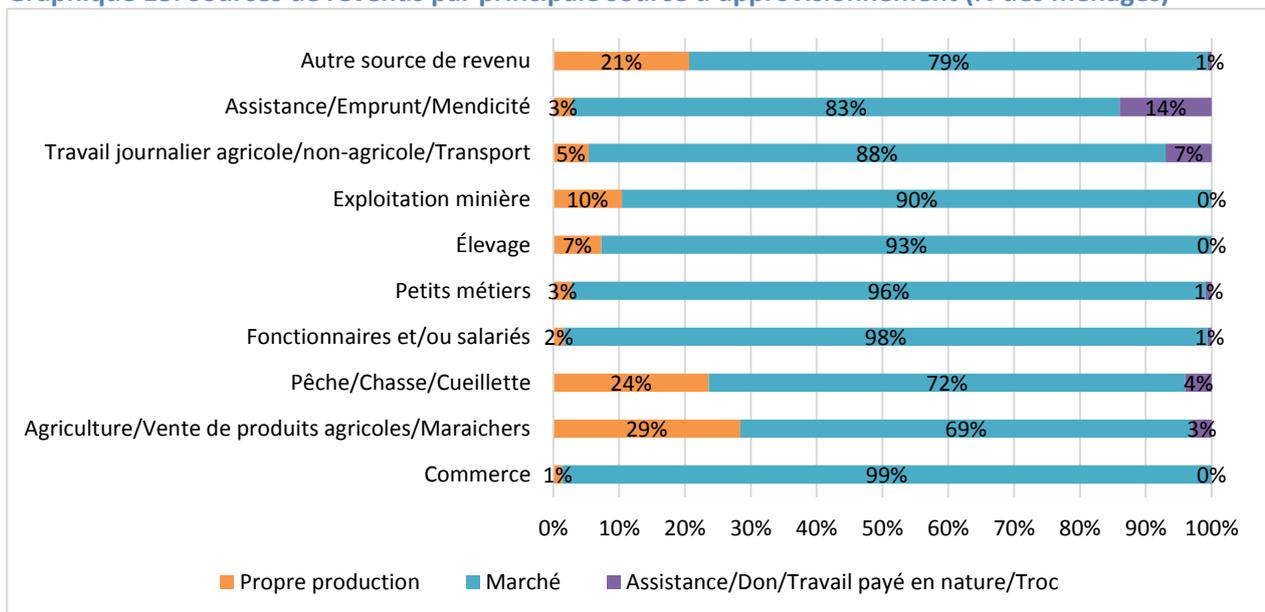
coïncidé avec la récolte de l'arachide ou du maïs (voir en Annexe le calendrier agricole). Cependant même dans ces préfectures, la principale source d'approvisionnement reste les marchés.

Graphique 17: Principale source d'approvisionnement en nourriture des ménages (% des ménages)



La part des aliments issus de la propre production est plus importante pour les ménages qui pratiquent l'agriculture (29%) et des ménages qui vivent de l'élevage/pêche (24%). Mais les marchés restent la source principale d'approvisionnement pour la grande majorité d'entre eux.

Graphique 18: Sources de revenus par principale source d'approvisionnement (% des ménages)



Accès physique au marché

L'enquête s'est intéressée à l'accessibilité des marchés¹⁷, la grande majorité des habitants des communautés/villages enquêtés doivent parcourir de grandes distances (plus de 10h00 de marche) pour accéder au marché le plus proche. Un peu plus de 11 pour cent des villages/quartiers de la Kémo, l'Ombella M'Poko, la Ouaka et l'Ouham sont à moins d'une heure de marche du marché. Dans 7 pour cent des villages /quartiers, les ménages mettent entre 2 à 4 heures pour atteindre le marché le plus proche, tandis que pour 20 pour cent des villages, les ménages sont obligés de marcher plus de cinq heures pour parvenir au marché le plus proche.

Les raisons principales invoquée par les habitants des villages/quartiers enquêtés sont l'insuffisance de routes praticables pour une grande majorité des villages se retrouvant dans les axes secondaires du pays. L'insuffisance des routes praticables se traduit par une mauvaise intégration des marchés du pays et des prix fortement variables pour les différentes denrées d'un endroit à l'autre à travers le pays selon l'enquête marché du PAM en 2016.

Ces résultats révèlent que les conditions des marchés dans le pays tels que ci-haut décrites ne seraient favorables qu'à la mise en place des programmes de transfert monétaire (CBT) dans les villes urbaines et/ou chef-lieu des préfectures sur le territoire national.

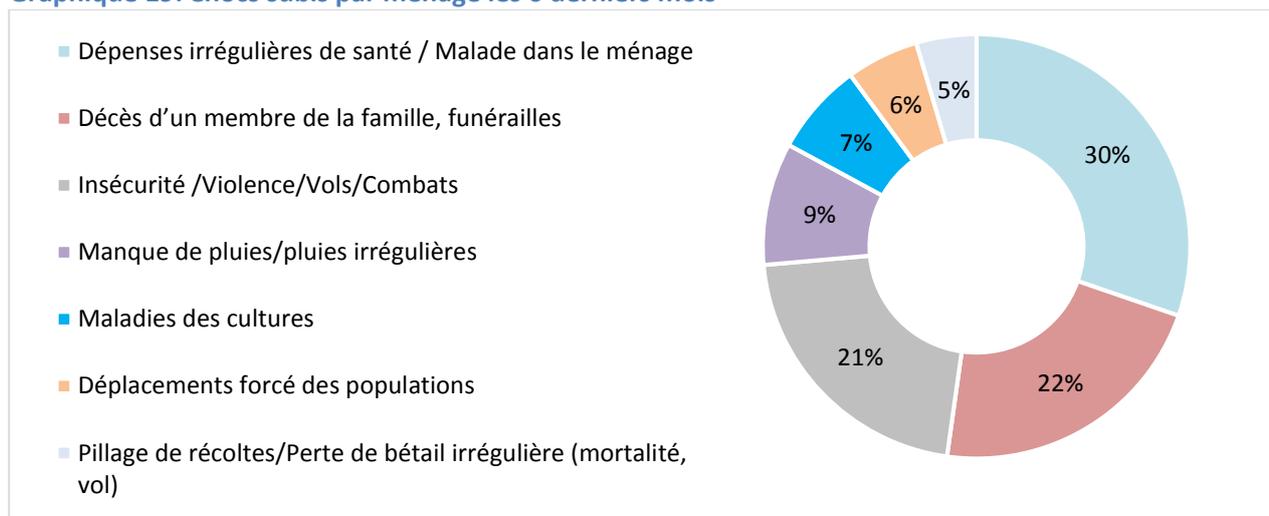
¹⁷ Données du questionnaire communautaire : des interviews ont été menés dans 180 communautés / villages à travers le pays. Ces données ne sont pas représentatives, mais donnent une indication de la situation.

6. Chocs et stratégies d'adaptation des ménages

6.1 Chocs subis par les ménages au cours des six derniers mois

La moitié des ménages ont connu un ou des chocs qui les ont empêchés de se procurer de la nourriture au cours des six derniers mois. Pour 30 pour cent d'entre eux le choc consistait en des dépenses de santé inattendue ou la présence d'une malade dans le ménage. Pour 22 pour cent d'entre eux, c'est le décès d'un membre de la famille ou des funérailles qui ont eu un impact négatif. Pour 21 pour cent des ménages, le choc consistait en des problèmes de sécurité, de violence, des vols et combats.

Graphique 19: Chocs subis par ménage les 6 derniers mois



6.2 Stratégies d'adaptation alimentaires

Pour faire face au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer, les ménages peuvent recourir à des stratégies concernant l'alimentation, comme diminuer le nombre des repas, ou limiter la taille des portions servies, etc.

Ainsi, 28 pour cent des ménages consomment des aliments moins coûteux et qu'ils aiment moins tous les jours de la semaine, 18 pour cent réduisent les quantités consommées et 21 pour cent réduisent le nombre de repas tous les jours de la semaine.¹⁸

C'est dans les préfectures de Mbomou, l'Ouham et l'Ouham Pendé que les ménages ont le plus recours aux stratégies d'adaptation alimentaires.

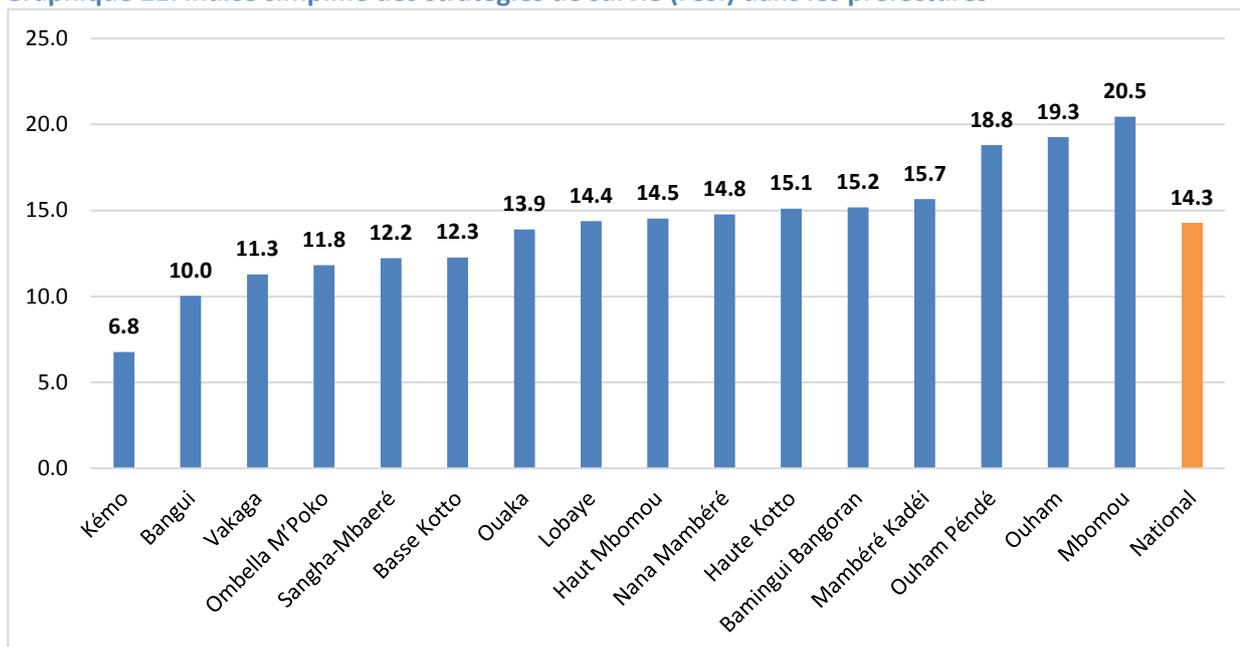
Indice simplifié des stratégies de survie : L'indice mesure le recours à cinq stratégies alimentaires.

- Utilisation d'aliments moins appréciés et moins chers
- Emprunt de vivres ou sollicitation de l'aide d'amis ou parents
- Limitation de la taille des parts pendant les repas
- Réduction de la consommation des adultes pour nourrir les enfants
- Diminution du nombre des repas par jour.

Pour le calcul de l'indice, ces stratégies sont pondérées en fonction de leur gravité. Plus l'indice est élevé, plus le ménage à recours à ces stratégies.

¹⁸ Voir Annexe pour plus d'informations.

Graphique 21: Indice simplifié des stratégies de survie (rCSI) dans les préfectures



6.3 Stratégies d'adaptation non alimentaires

Environ 43 pour cent des ménages ont recours à des stratégies d'adaptation pour faire face au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer.

Environ 19 pour cent des ménages adoptent des stratégies de stress (emprunt d'argent ou de nourriture, dépense de l'épargne, vente d'actifs domestiques non productifs, etc.). Environ 11 pour cent des ménages adoptent des stratégies de crise (réduction des dépenses de santé ou d'éducation, vente d'actifs productifs ou retrait des enfants de l'école). Environ 12 pour cent des ménages recourent à des stratégies d'urgence (mendicité, activités illégales ou vente de maison ou terrain, etc.).

Définitions - Les stratégies de survie sont classées en trois catégories selon leur degré de sévérité.

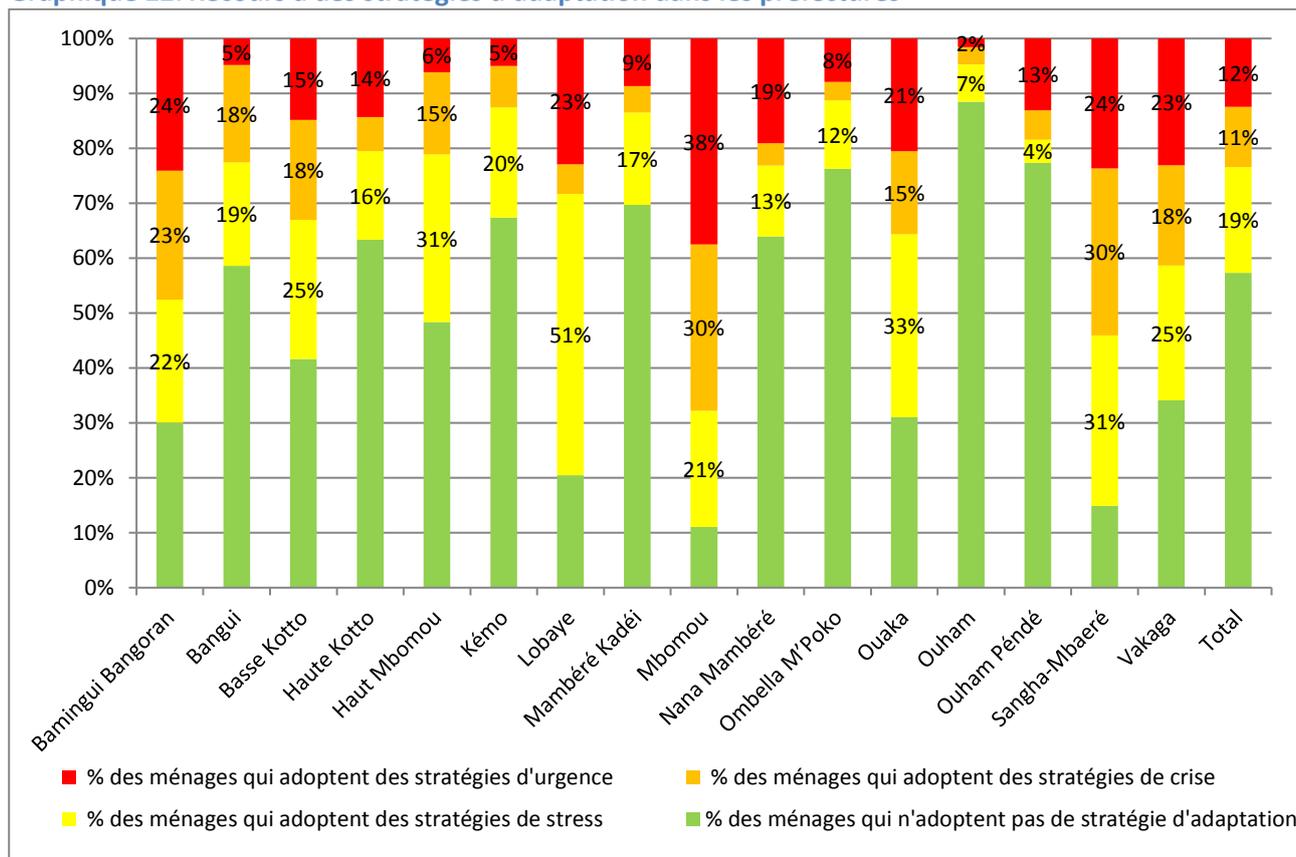
Stratégies de stress (emprunter de l'argent ou dépenser ses économies, etc.) conduisent à une réduction de la capacité des ménages à affronter des chocs futurs car elles entraînent une diminution de leurs ressources ou une augmentation de leurs dettes.

Stratégies de crise (vente d'actifs productifs, etc.) impliquent une réduction de la productivité future.

Stratégies d'urgence (vente de terres, etc.) affectent également la productivité future, mais sont plus difficiles à renverser ou ont une nature plus dramatique.

C'est dans la préfecture de Mbomou que le pourcentage des ménages qui ont recours à des stratégies d'adaptation est le plus élevé (98%). Dans cette préfecture 38 pour cent des ménages ont recours à des stratégies d'urgence. Le recours à des stratégies d'adaptation est aussi élevé dans les préfectures de Sangha - Mbaéré (85%) et Lobaye (80%).

Graphique 22: Recours à des stratégies d'adaptation dans les préfectures



Recours à l'endettement

Environ un quart des ménages se sont endettés au cours des 6 derniers mois. Ils se sont endettés principalement pour acheter des produits alimentaires (30%) et pour payer les frais de scolarité (34%). Les ménages s'endettent principalement auprès des voisins et amis (43% des ménages endettés) et de la famille (37%). Les dettes seront remboursées en vendant une partie des récoltes (36% des ménages endettés) ou en travaillant (41%).

Les ménages ont généralement plus recours au crédit pendant la période allant de juillet à septembre.

Dans la préfecture de Mbomou, 45 pour cent des ménages se sont endettés et pour la moitié d'entre eux (58%) leur niveau d'endettement est supérieur, voire nettement supérieur à celui de l'année dernière.

Dans les préfectures de la Ouaka, Haut Mbomou et Haute Kotto, la moitié des ménages endettés l'est plus que l'année dernière.

7. Dépenses des ménages

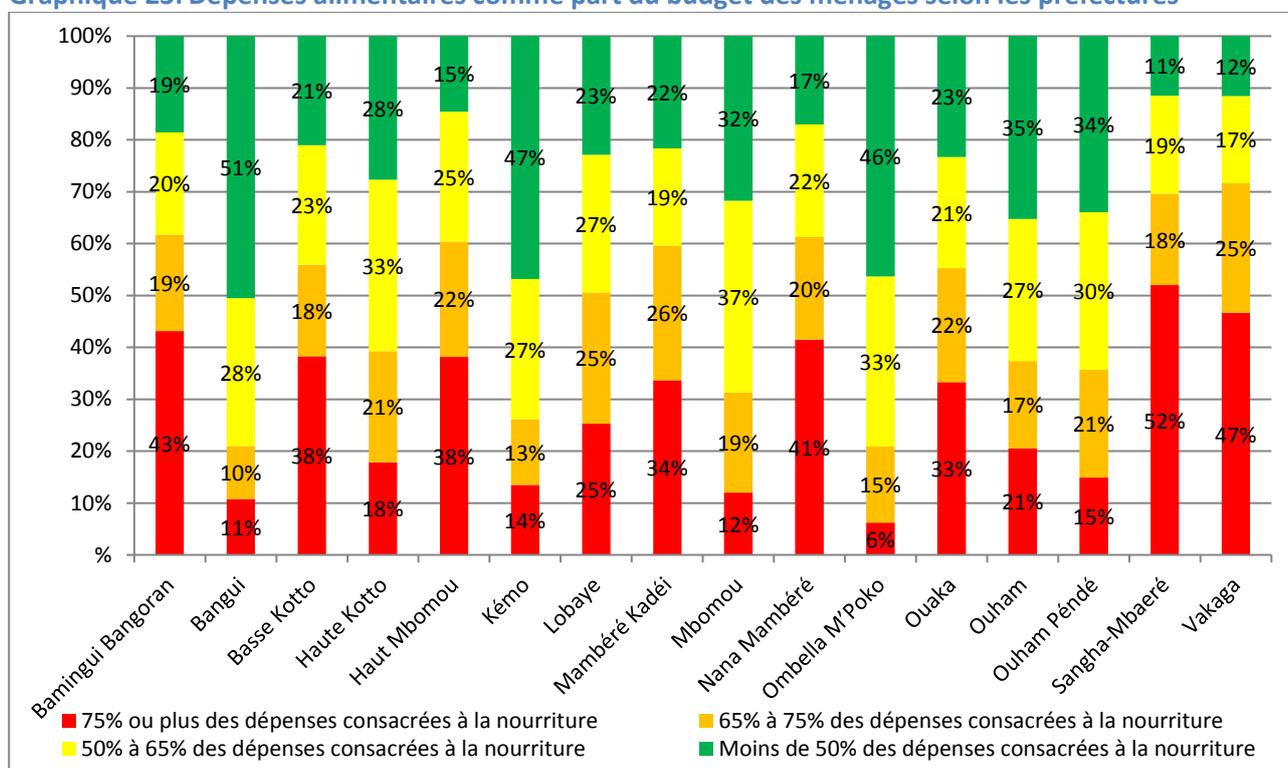
Dépenses alimentaires comme part importante du budget

Symptôme de la grande pauvreté des ménages, l'achat de nourriture représente une part importante voire très importante de leur budget. Ainsi presque un quart des ménages consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses aux achats de nourriture. Et 67 pour cent des ménages consacrent plus de 50 pour cent de leurs dépenses à l'achat de produits alimentaires. On ne peut observer des disparités entre les hommes et femmes chef de ménage concernant la part de dépenses sur la nourriture.

La proportion des ménages qui consacrent une part importante de leur budget à la nourriture varie selon les préfectures.

- Ainsi plus de 40 pour cent des ménages consacrent plus de 75 pour cent de leur budget à la nourriture dans les préfectures de Sangha-Mbaéré (52%), Vakaga (47%), Bamingui Bangoran (43%), Nana Mambéré (41%).

Graphique 23: Dépenses alimentaires comme part du budget des ménages selon les préfectures



Note : Ce graphique montre le pourcentage des ménages selon la classe des dépenses alimentaires à laquelle ils appartiennent.

La proportion des ménages qui consacrent plus de 75 pour cent de leur budget à l'achat d'aliments est plus importante :

- En milieu rural (28%) qu'en milieu urbain (17%)
- Chez les ménages avec un chef de famille veufs ou veuves (31%)
- Chez les ménages déplacés en camps ou sur site (37%), les déplacés dans une famille d'accueil (29%) et les réfugiés (27%).

8. Situation de la sécurité alimentaire

8.1 Situation générale

La moitié des ménages en insécurité alimentaire

En République Centrafricaine, **environ 2 millions 125 personnes** soit la **moitié de la population (48%)** est en **insécurité alimentaire**.

Environ **268 000 personnes**, soit **6 pour cent de la population**, sont en insécurité alimentaire sévère. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente, ils consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses à la nourriture – signe de grande vulnérabilité économique - et recourent à des stratégies de survie d’urgence qui menacent leurs moyens d’existence futurs de manière irréversible.

Environ 2 millions de personnes, soit **42 pour cent de la population**, sont en insécurité alimentaire modérée. Ces ménages ont une consommation alimentaire limite, ils consacrent une part importante de leurs dépenses (entre 65 et 75%) à la nourriture et recourent à des stratégies de crise qui mettent en péril leurs moyens de subsistance futurs.

Plus d’un tiers des ménages en situation limite

Environ 16 pour cent de la population est en sécurité alimentaire. Le reste, soit environ 37 pour cent des ménages est dans une situation limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies de survie irréversibles. Ils consacrent entre 50 et 65 pour cent de leurs dépenses à la nourriture.

Tableau 3: Classification de la sécurité alimentaire

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limite (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de la consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable 40%	--	Consommation alimentaire Limite 33%	Consommation alimentaire pauvre 27%
	Vulnérabilité économique	Part des dépenses consacrées à la nourriture	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture 32%	50% à 65% des dépenses consacrées à la nourriture 26%	65% à 75% des dépenses consacrées à la nourriture 18%	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture 23%
Capacité d'adaptation	Épuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	Aucune 57%	Stratégies de stress 19%	Stratégies de crise 11%	Stratégies d'urgence 12%
Résumé des indicateurs			Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
	Classification globale		16%	37%	42%	6%

8.2 Situation de l'insécurité alimentaire par préfecture

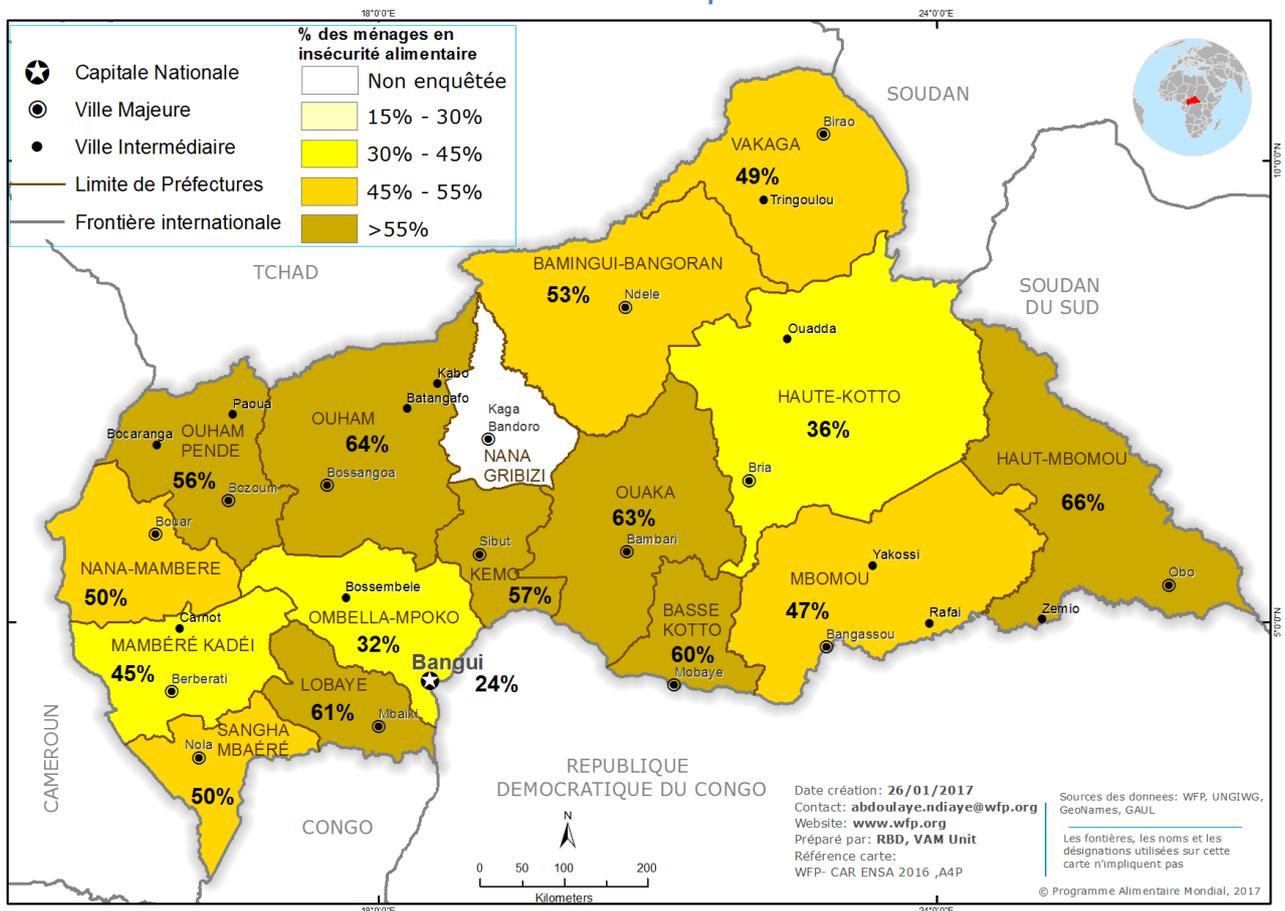
L'insécurité alimentaire (modérée est sévère) est plus répandue en milieu rural (56% des ménages) qu'en milieu urbain (37%).

L'insécurité alimentaire est plus répandue dans les préfectures de Mbomou où 66 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire, Ouham (64%), Ouaka (63%), Lobaye (61%), Basse Kotto (60%), Kémo (57%) et Ouham Pendé (56%).

Les préfectures avec le plus grand nombre de personnes en insécurité alimentaire sont : Ouham Pendé (280 077 personnes), Ouham (276 462), Ouaka (204 209), Mambéré Kadéi (189 648), Lobaye (173 652) et Basse Kotto (173 263).

A Bangui, environ 184 644 personnes sont en insécurité alimentaire, soit 24 pour cent de la population.

Carte 2: Insécurité alimentaire sévère et modérée dans les préfectures



Les taux d'insécurité alimentaire sévère dépassent les 10 pour cent dans les préfectures de la Ouaka (16%), Sangha Mbaéré (15%), Bamingui Bangoran (12%) et Basse Kotto (11%). Plus de 49 950 personnes sont en insécurité alimentaire sévère dans la préfecture d'Ouaka, 41 714 à Ouham Pendé et environ 30 494 en Basse Kotto.

A noter que dans toutes les provinces, des proportions non négligeables de ménages sont dans une situation de sécurité alimentaire limite, notamment en Haut Mbomou (59%) et Sangha-Mbaéré (50%).

Graphique 24: Insécurité alimentaire dans les préfectures (% des ménages)

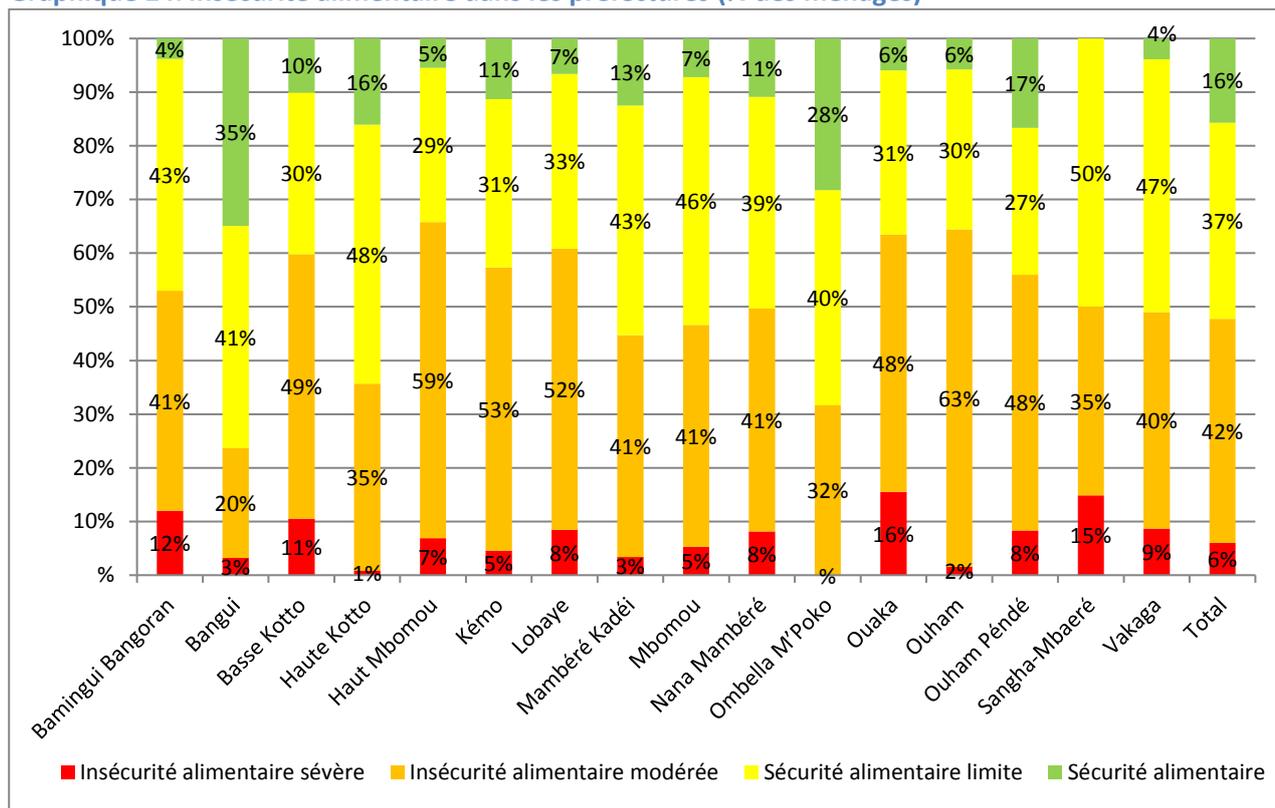


Tableau 4: Nombre de personnes en insécurité alimentaire par préfecture

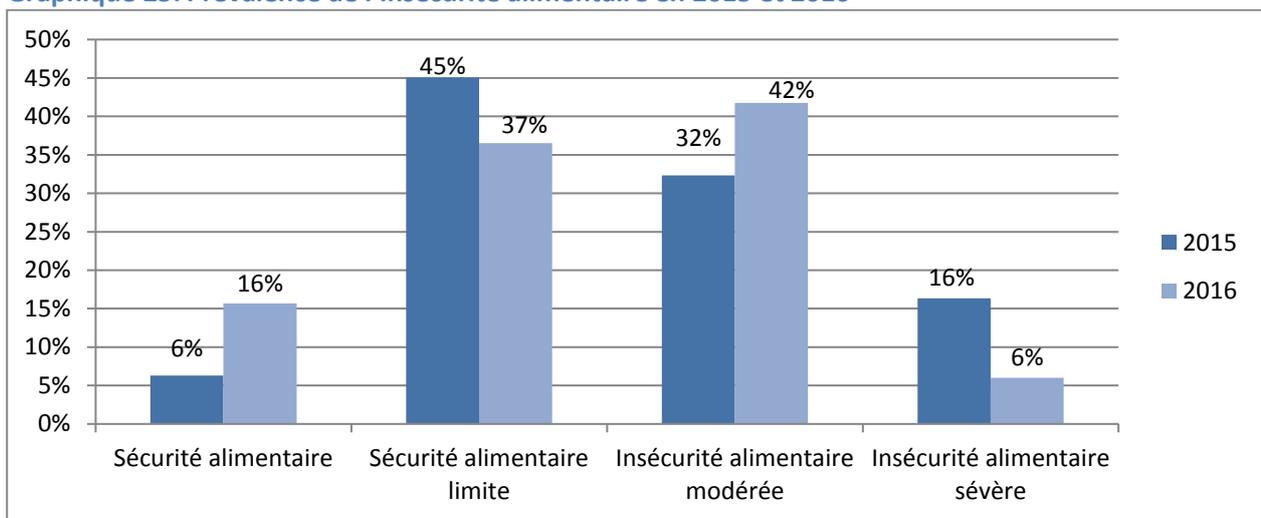
	Nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère	Nombre de personnes en insécurité alimentaire modérée et sévère
Bamingui Bangoran	6,043	26,643
Bangui	25,179	184,644
Basse Kotto	30,494	173,263
Haute Kotto	598	23,920
Haut Mbomou	7,255	69,118
Kémo	6,337	78,927
Lobaye	24,209	174,652
Mambéré Kadéi	14,275	189,648
Mbomou	10,085	88,932
Nana Mambéré	22,179	134,922
Ombella M'Poko	-	131,229
Ouaka	49,950	204,209
Ouham	6,743	276,462
Ouham Péné	41,714	280,077
Sangha-Mbaéré	17,470	58,762
Vakaga	5,258	29,795
Total	267,789	2,125,202

10.3 Evolution de la situation de l'insécurité alimentaire depuis 2014

Au niveau national, le niveau d'insécurité alimentaire est resté le même par rapport à septembre 2015 et représente la moitié de la population. L'insécurité alimentaire avait beaucoup augmenté entre 2014 et 2015 passant de 29 pour cent de la population à 49 pour cent.

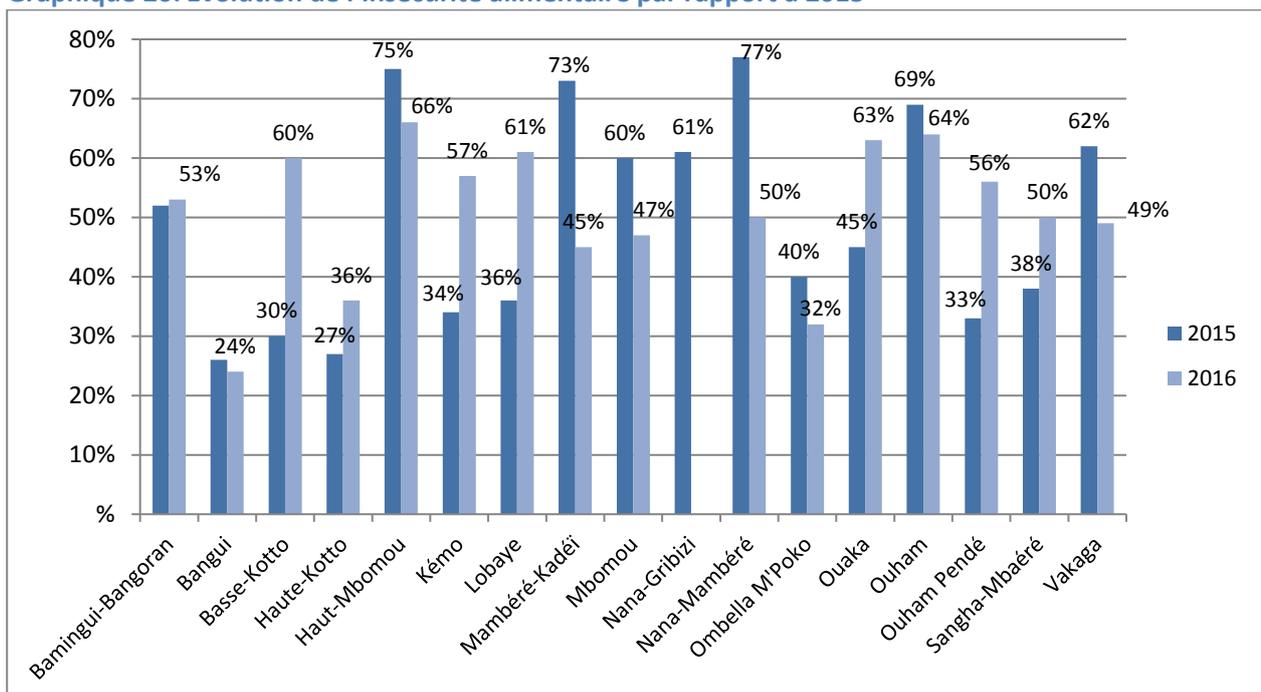
Par contre, le niveau d'insécurité alimentaire sévère a lui diminué de moitié, passant de 16 pour cent en 2015 à 6 pour cent en 2016. Le niveau d'insécurité alimentaire modéré a lui augmenté passant de 32 à 42 pour cent. Cela est notamment dû au fait que les ménages en situation sévère ont vu leur situation s'améliorer un peu et sont passés d'une situation sévère à une situation modérée.

Graphique 25: Prévalence de l'insécurité alimentaire en 2015 et 2016



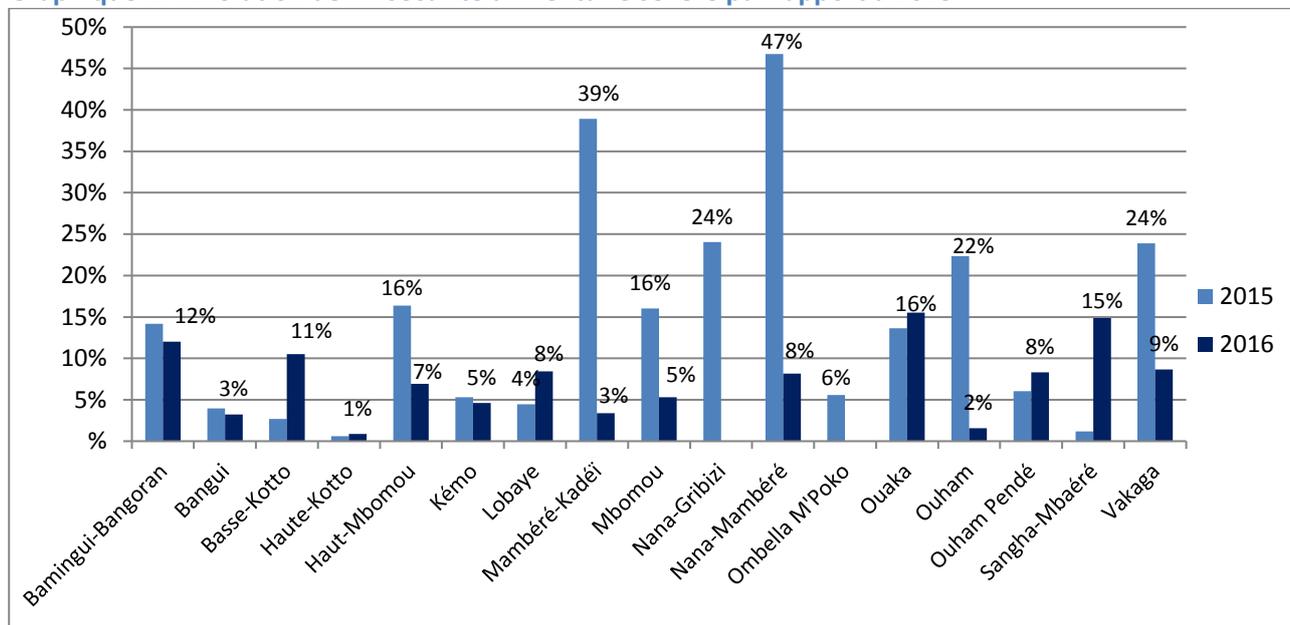
La situation s'est fortement détériorée dans les préfectures de Basse Kotto, Kémo, Lobaye, Ouaka, Ouham Pendé et dans une moindre mesure à Sangha Mbaéré et Haute Kotto.

Graphique 26: Evolution de l'insécurité alimentaire par rapport à 2015



La proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère a beaucoup augmenté dans les préfectures de Basse-Kotto, Lobaye et Sangha Mbaéré. Par contre, elle a beaucoup diminué dans les préfectures de Mambéré Kadéï, Nana Mambéré et Ouham. Dans ces préfectures un pourcentage important de ménages a bénéficié d'une aide alimentaire.¹⁹

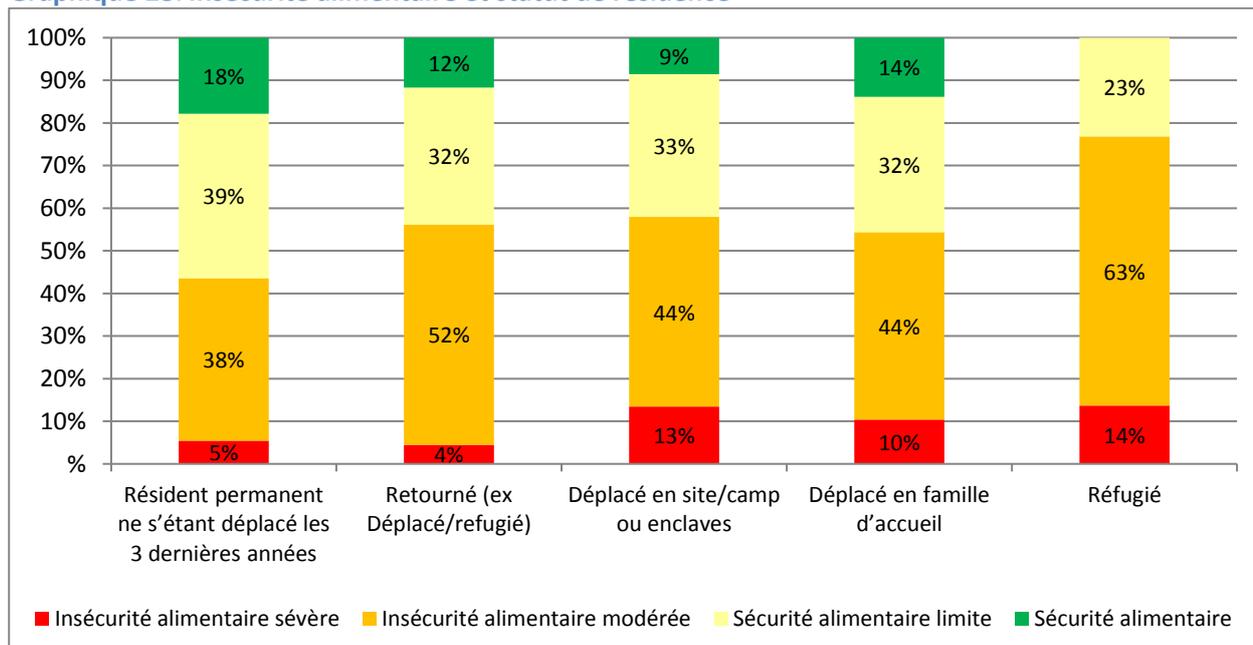
Graphique 27: Evolution de l'insécurité alimentaire sévère par rapport à 2015



10.4 Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire

La proportion de ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages réfugiés (77%), les ménages déplacés dans les camps ou enclave (58%), les retournés (56%) et les ménages déplacés en famille d'accueil (54%).

Graphique 28: Insécurité alimentaire et statut de résidence

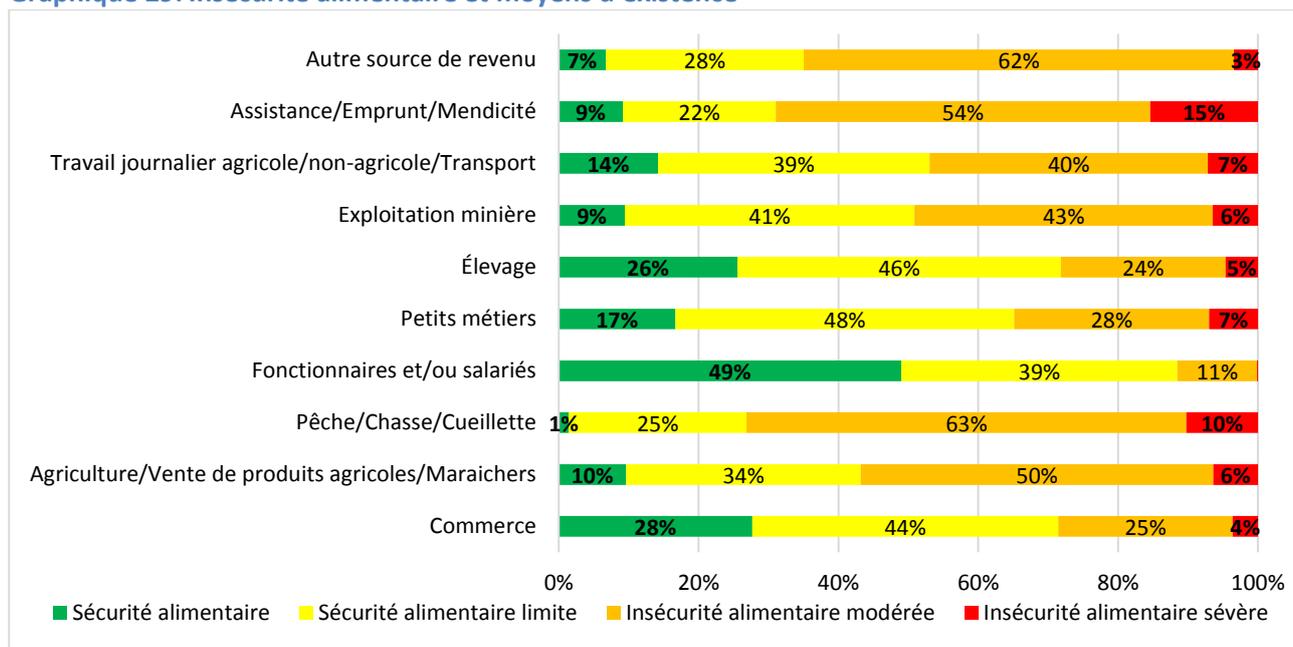


¹⁹ Voir section sur l'aide alimentaire.

Le niveau d'insécurité alimentaire est plus élevé chez les ménages avec des moyens d'existence précaires : ménages qui vivent de la chasse, de la pêche et de la cueillette (73%), ménages qui vivent de l'assistance, de la mendicité et de leurs emprunts (69%) et de l'agriculture, du maraîchage et de la vente de produits agricoles (57%).

Par ailleurs la proportion de ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages les plus pauvres (59%) que chez les ménages les plus riches (42%).

Graphique 29: Insécurité alimentaire et moyens d'existence



La proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus élevée (54%) dans les ménages avec un chef de plus de 65 ans, comparée aux ménages avec un chef plus jeune (autour de 48%) et quand le chef de ménage est handicapé (64%).

De même, le pourcentage des ménages en insécurité alimentaire est plus élevé dans les ménages avec un chef marié (54%) ou veuf/veuve (53%) comparé aux célibataires (44%) ou divorcés (49%).

Le ménage a plus de probabilité d'être en insécurité alimentaire si le chef de ménage est peu instruit. Il y a environ 61 pour cent de ménages en insécurité alimentaire chez ceux dont le chef n'a pas d'instruction, et 51 pour cent quand le chef de ménage n'a qu'un niveau de primaire.

La proportion de ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages qui utilisent l'eau de surface comme eau de boisson (59%) et qui utilisent la nature comme toilette (63%).

On ne remarque pas des disparités notables quant à la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée et sévère entre les ménages dirigés par une femme (49%) et ceux dirigés par un homme (47%).

Les causes de l'insécurité alimentaire des ménages

D'après le CFSAM 2015, le bilan de la production s'est établi à 838 671 tonnes, en hausse de 10 pour cent par rapport à la campagne de 2014/2013 en raison de l'augmentation de la production du manioc. Par contre, on observe un déficit de 4 pour cent de la production céréalière qu'il aurait fallu combler en 2015/2016 après que les importations commerciales et les dons alimentaires aient été pris en compte.

La persistance de l'insécurité continue de perturber les activités agricoles et la récolte de 2015, malgré une légère augmentation en 2015, la production reste inférieure de 54 pour cent à la moyenne avant la crise. Notamment, la production céréalière a diminué pour la troisième année consécutive et en 2015 était inférieure d'environ 70 pour cent à la moyenne avant la crise. Ce qui en dit long sur l'insuffisance de la production en Centrafrique en 2015 qui n'a pas permis de couvrir les besoins de la population en 2016 à travers le pays. Le manioc et les céréales contribuent environ 25 pourcent et 20 pour cent respectivement, soit au total 45 pourcent, aux apports caloriques de la ration alimentaire journalière des centrafricains.

De ce fait, les difficultés d'accès et les problèmes d'utilisation des aliments continuent d'affecter négativement la vulnérabilité des ménages du pays à l'insécurité alimentaire.

Le caractère structurel de l'insécurité alimentaire en Centrafrique est en partie lié à la pauvreté sachant que la situation alimentaire d'un ménage est aussi déterminée par les conditions de vie, l'accès à l'éducation, la pratique de l'agriculture et de l'élevage, la proximité des services sociaux de base, la taille de la famille, ainsi que le statut de résidence du ménage.

A cette situation structurelle s'ajoutent la recrudescence de l'insécurité et les mouvements de population qui fragilisent la situation des ménages ainsi que l'affaiblissement de la résilience des ménages du fait de l'érosion progressive des ressources des ménages, des dépenses importantes pour accéder aux services de base (éducation, santé), les difficultés d'accéder à des sources d'eau améliorée, la volatilité des prix, la perte de bétail, et le recours fréquent à des stratégies de stress, de crise voire d'urgence.

9. Conclusions et recommandations

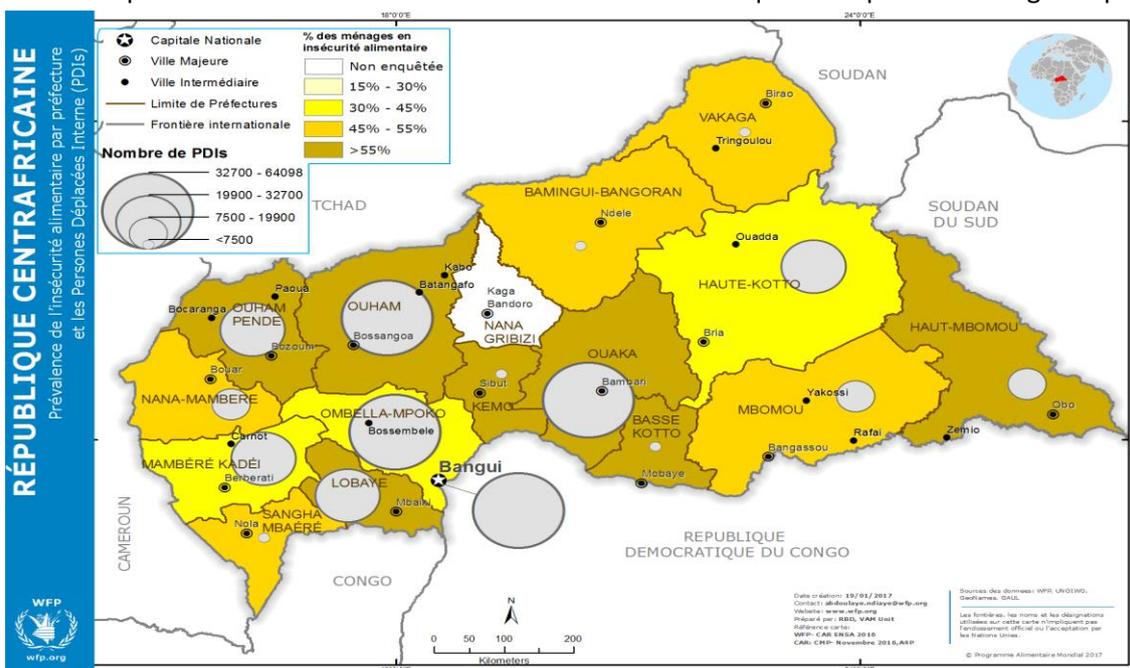
Les ménages de RCA ont connu ces dernières années une forte détérioration de leurs conditions de vie et sécurité alimentaire conséquence de la crise politique et des violences communautaires qui ont suivi et forcé une grande partie de la population à se déplacer. Une grande partie d'entre eux ont aujourd'hui épuisé toutes leurs ressources et sont dans une situation d'insécurité alimentaire caractérisée par une consommation alimentaire très préoccupante. Les ménages déplacés et les réfugiés sont les plus touchés.

Les recommandations suivantes sont faites pour améliorer la situation des ménages en insécurité alimentaire :

7. Poursuivre l'assistance alimentaire et nutritionnelle en cours pour les populations vulnérables, c'est-à-dire les réfugiés et les personnes déplacées sur les sites, camps et enclaves.
8. Faciliter l'accès à la terre/surfaces cultivables pour les réfugiés et déplacés sur les sites.
9. Mise en place précoce des semences adaptées aux conditions agro-écologiques des zones ciblées population locale.
10. Adopter une approche intégrée d'assistance humanitaire en prenant en compte non seulement les besoins immédiats en nourriture, mais les types d'aides les plus souhaitées par les ménages étant, entre autres, les soins de santé/médicaments gratuits, accessibilité à l'eau potable et l'éducation.
11. Améliorer les voies de commercialisation et l'accès physique au marché : l'entretien et la construction de routes praticables en toutes saisons à travers le pays contribueraient non seulement à évacuer régulièrement la production actuelle, mais inciteraient aussi les producteurs à produire plus.
12. Mettre en place un système multisectoriel de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Ciblage

Il est recommandé d'orienter le ciblage vers les zones rurales (axe secondaire) et de cibler les préfectures avec les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire sévère et celles qui ont le plus de ménages déplacés.



Annexes

1. Pourcentage de réponses des ménages

Préfecture	Planifié	Réalisé	Pourcentage de réponse
Bamingui Bangoran	208	183	88%
Bangui	232	186	80%
Basse Kotto	208	209	100%
Haute Kotto	223	112	50%
Haut Mbomou	341	275	81%
Kémo	208	239	115%
Lobaye	218	166	76%
Mambéré Kadéi	208	208	100%
Mbomou	208	208	100%
Nana-Gribizi	208	0	0%
Nana Mambéré	208	147	71%
Ombella M'Poko	233	177	76%
Ouaka	228	219	96%
Ouham	223	191	86%
Ouham Péné	208	168	81%
Sangha-Mbaéré	208	148	71%
Vakaga	208	208	100%
Total ménages	3778	3044	81%
Total villages/communautés	215	180	84%

2. Accès à l'eau des ménages

	Robinet (dans le logement, la cour/concession)	Borne fontaine / Fontaine publique	Eau minérale	Puits à pompe ou Forage	Puits aménagé/protégé	Puits non aménagé/non protégé (traditionnel)	Eau de surface (rivières, canaux d'irrigation)	Autres
Bamingui Bangoran	4%	7%	0%	44%	1%	24%	20%	0%
Bangui	15%	59%	0%	2%	16%	6%	2%	0%
Basse Kotto	0%	0%	0%	10%	9%	21%	60%	0%
Haute Kotto	0%	4%	0%	25%	27%	45%	0%	0%
Haut Mbomou	0%	0%	0%	60%	1%	1%	37%	0%
Kémo	0%	1%	0%	43%	5%	25%	27%	0%
Lobaye	0%	20%	0%	34%	10%	7%	30%	0%
Mambéré Kadéi	0%	18%	0%	29%	2%	0%	50%	0%
Mbomou	0%	0%	0%	38%	1%	8%	53%	0%
Nana Mambéré	0%	0%	0%	39%	6%	2%	53%	0%
Ombella M'Poko	0%	7%	0%	31%	7%	21%	34%	0%
Ouaka	0%	5%	0%	47%	8%	19%	21%	0%
Ouham	0%	9%	0%	51%	2%	3%	36%	0%

Ouham Péndé	0%	0%	0%	62%	4%	21%	13%	0%
Sangha-Mbaéré	0%	2%	0%	59%	2%	11%	26%	0%
Vakaga	1%	1%	0%	43%	26%	26%	2%	0%
Total	3%	16%	0%	34%	7%	12%	29%	0%

3. Raisons de non pratique de l'agriculture en 2016

	Pas d'accès à la terre	Manque de semences/outils	Manque/Insuffisance de main d'œuvre	Sols trop pauvres	Manque/Insuffisance de pluie	Manque de moyens financiers	Jamais cultivé / Autres sources de revenu	Insécurité/Vols	Autre (à préciser)
Bamingui Bangoran	14%	9%	13%	0%	0%	27%	11%	9%	18%
Bangui	53%	1%	1%	0%	0%	19%	12%	8%	7%
Basse Kotto	9%	11%	6%	0%	0%	7%	20%	33%	13%
Haute Kotto	38%	6%	0%	2%	0%	6%	23%	19%	6%
Haut Mbomou	79%	0%	3%	2%	0%	0%	1%	7%	7%
Kémo	7%	0%	2%	0%	2%	13%	16%	31%	29%
Lobaye	25%	3%	8%	0%	0%	19%	6%	28%	11%
Mambéré Kadéi	15%	8%	2%	3%	0%	12%	37%	3%	20%
Mbomou	17%	2%	7%	0%	0%	19%	17%	7%	31%
Nana Mambéré	19%	4%	4%	0%	0%	4%	38%	8%	23%
Ombella M'Poko	35%	13%	3%	0%	0%	25%	7%	3%	15%
Ouaka	11%	1%	1%	0%	0%	1%	10%	65%	10%
Ouham	23%	2%	5%	0%	0%	16%	12%	12%	30%
Ouham Péndé	44%	3%	0%	3%	0%	5%	3%	18%	26%
Sangha-Mbaéré	33%	6%	6%	6%	0%	22%	0%	6%	22%
Vakaga	8%	14%	10%	0%	12%	31%	12%	2%	10%
Total	37%	3%	2%	1%	0%	15%	14%	15%	13%

4. Principale culture de consommation (% des ménages)

	Aucun	Manioc	Arachide	Maïs	Haricot	Sésame	Sorgho	Igname	Riz	Banane Plantain	Cultures maraichères	Patates douces	Tarot	Autre (à préciser)
Bamingui Bangoran	1%	73%	56%	20%	18%	6%	22%	%	%	%	1%	%	%	3%
Bangui	11%	84%	26%	53%	5%	%	%	5%	%	%	%	%	%	21%
Basse Kotto	5%	78%	43%	21%	4%	15%	4%	2%	21%	%	5%	1%	1%	2%
Haute Kotto	2%	57%	83%	37%	5%	2%	5%	%	3%	%	%	5%	%	2%
Haut Mbomou	%	93%	53%	7%	5%	1%	%	1%	3%	3%	24%	7%	1%	3%
Kémo	9%	86%	35%	35%	4%	10%	%	1%	1%	%	1%	3%	%	17%
Lobaye	2%	87%	8%	42%	1%	1%	%	18%	%	22%	4%	2%	8%	7%
Mambéré Kadéi	17%	97%	27%	17%	6%	6%	2%	3%	%	1%	5%	3%	1%	17%
Mbomou	4%	75%	62%	25%	4%	%	%	1%	16%	4%	1%	3%	3%	4%
Nana Mambéré	5%	95%	42%	12%	8%	11%	3%	5%	%	1%	1%	1%	%	18%

Ombella M'Poko	7%	92%	20%	18%	18%	4%	%	4%	4%	4%	3%	4%	%	28%
Ouaka	4%	57%	48%	29%	4%	28%	5%	%	7%	2%	2%	1%	%	17%
Ouham	4%	62%	28%	25%	41%	16%	4%	3%	%	%	1%	%	%	20%
Ouham Péné	1%	84%	32%	4%	60%	4%	9%	1%	%	%	%	2%	%	4%
Sangha-Mbaéré	5%	87%	21%	50%	2%	5%	%	10%	%	5%	3%	%	5%	8%
Vakaga	3%	22%	68%	1%	33%	4%	57%	%	3%	%	1%	1%	%	9%
Total	5%	81%	33%	22%	19%	8%	4%	4%	3%	3%	3%	2%	1%	11%

5. Principale culture de rente (% des ménages)

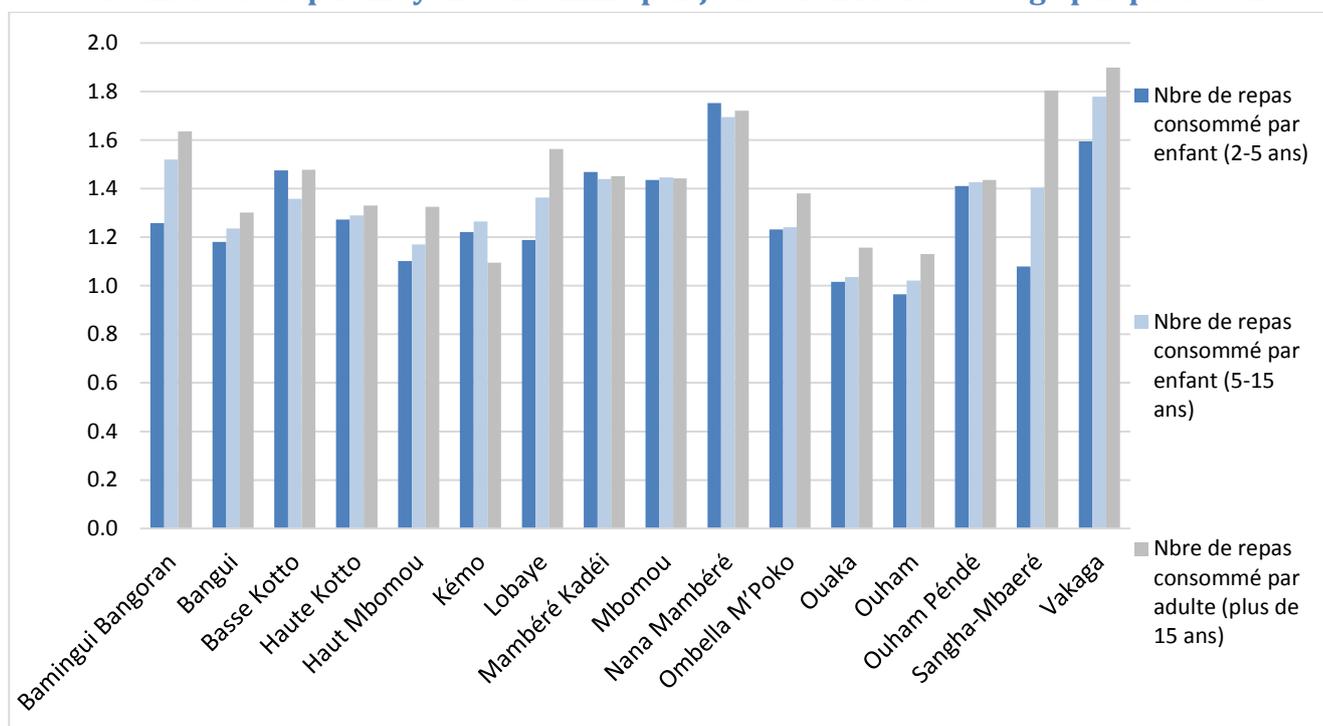
	Ne pratique pas une culture de rente	Arachide	Maïs	Sésame	Banane plantain	Riz	Café vert	Coton	Palmer à huile	Agrumes	Mangue	Cacao	Miel	Autres cultures de rentes (à préciser)
Bamingui Bangoran	34%	61%	39%	14%	1%	1%	%	%	%	%	%	%	4%	20%
Bangui	42%	11%	16%	21%	21%	%	%	%	%	%	%	%	%	53%
Basse Kotto	43%	39%	23%	19%	3%	19%	20%	%	3%	%	%	1%	%	6%
Haute Kotto	23%	45%	35%	17%	2%	5%	%	%	%	%	%	%	%	53%
Haut Mbomou	24%	46%	51%	2%	6%	28%	%	%	%	2%	%	%	%	29%
Kémo	62%	15%	18%	14%	2%	5%	1%	%	%	2%	%	%	%	31%
Lobaye	23%	9%	33%	1%	40%	%	20%	%	7%	2%	1%	%	%	50%
Mambéré Kadéi	94%	3%	2%	1%	1%	%	2%	%	1%	1%	%	%	%	10%
Mbomou	39%	47%	28%	3%	11%	31%	5%	%	1%	1%	%	1%	%	15%
Nana Mambéré	78%	23%	14%	7%	1%	%	%	%	%	1%	%	%	%	14%
Ombella M'Poko	38%	23%	37%	11%	11%	4%	1%	%	1%	4%	1%	%	%	47%
Ouaka	54%	28%	16%	25%	4%	5%	6%	%	1%	%	%	%	%	23%
Ouham	44%	39%	34%	24%	%	%	%	16%	%	%	%	%	1%	25%
Ouham Péné	54%	43%	19%	19%	2%	1%	%	%	%	%	%	%	%	26%
Sangha-Mbaéré	28%	32%	39%	2%	28%	%	6%	%	2%	2%	%	3%	%	38%
Vakaga	74%	37%	2%	9%	1%	2%	%	%	%	%	1%	%	%	19%
Total	51%	29%	24%	12%	8%	5%	4%	2%	1%	1%	%	%	%	27%

6. Principales contraintes rencontrées par les ménages dans leur pratique de l'agriculture

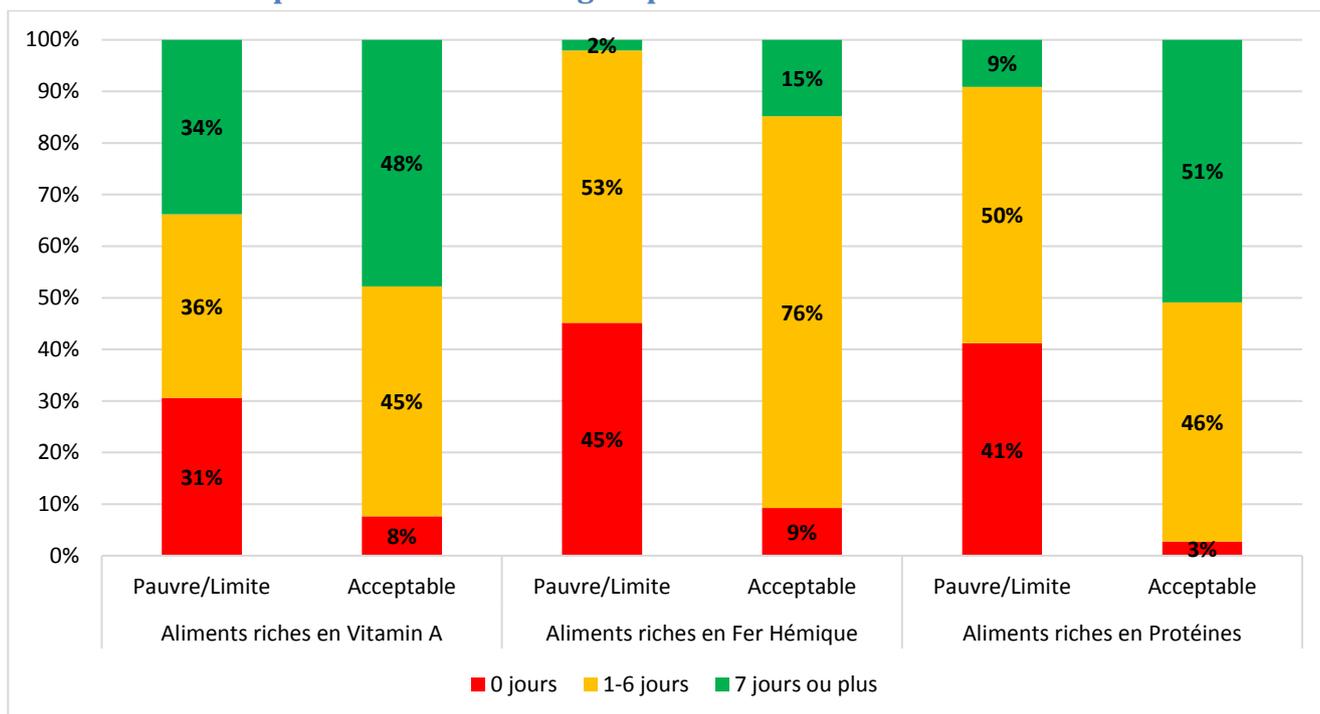
	Manque de terre/petite superficie arable	Manque de semences	Problème d'irrigation	Manque de fertilisants	Manque de pesticides	Manque d'outils/machines	Manque d'entrepôts pour cultures	Manque de main d'œuvre	Manque de capital d'investissement	Insécurité dans la zone	Manque d'écoulement pour la production	Autre (à préciser)	Aucune contrainte
Bamingui Bangoran	2%	39%	2%	6%	2%	8%	0%	14%	2%	17%	1%	6%	2%
Bangui	11%	37%	0%	0%	5%	21%	0%	5%	11%	0%	0%	11%	0%
Basse Kotto	1%	19%	6%	9%	8%	6%	1%	9%	6%	13%	6%	10%	6%

Haute Kotto	8%	28%	2%	5%	0%	7%	0%	3%	2%	12%	2%	30%	2%
Haut Mbomou	21%	12%	3%	5%	0%	5%	0%	4%	1%	43%	1%	5%	1%
Kémo	2%	23%	2%	5%	3%	11%	0%	8%	5%	20%	5%	8%	8%
Lobaye	2%	12%	2%	2%	12%	16%	2%	20%	11%	2%	6%	8%	5%
Mambéré Kadéi	13%	38%	0%	5%	3%	9%	0%	18%	2%	3%	1%	1%	6%
Mbomou	5%	15%	2%	8%	9%	7%	1%	9%	9%	10%	6%	19%	1%
Nana Mambéré	2%	44%	0%	2%	1%	18%	0%	7%	15%	2%	1%	0%	8%
Ombella M'Poko	5%	22%	3%	9%	9%	14%	1%	9%	6%	2%	4%	7%	9%
Ouaka	5%	17%	5%	4%	1%	8%	1%	5%	6%	28%	2%	12%	6%
Ouham	3%	30%	0%	11%	8%	9%	0%	7%	9%	16%	3%	5%	0%
Ouham Péné	3%	27%	0%	12%	3%	26%	0%	3%	16%	8%	2%	0%	1%
Sangha-Mbaéré	2%	22%	0%	0%	2%	28%	0%	18%	5%	3%	2%	8%	11%
Vakaga	1%	24%	13%	0%	3%	3%	0%	8%	2%	6%	0%	30%	10%
Total	5%	24%	3%	6%	4%	11%	0%	10%	6%	13%	3%	9%	5%

7. Nombre de repas moyen consommé par jour selon la classe d'âge par préfecture



8. Pourcentage des ménages qui consomment en aliments riches en Vitamine A, en fer et en protéines selon leur groupe de consommation alimentaire



9. Problèmes d'accès à la nourriture

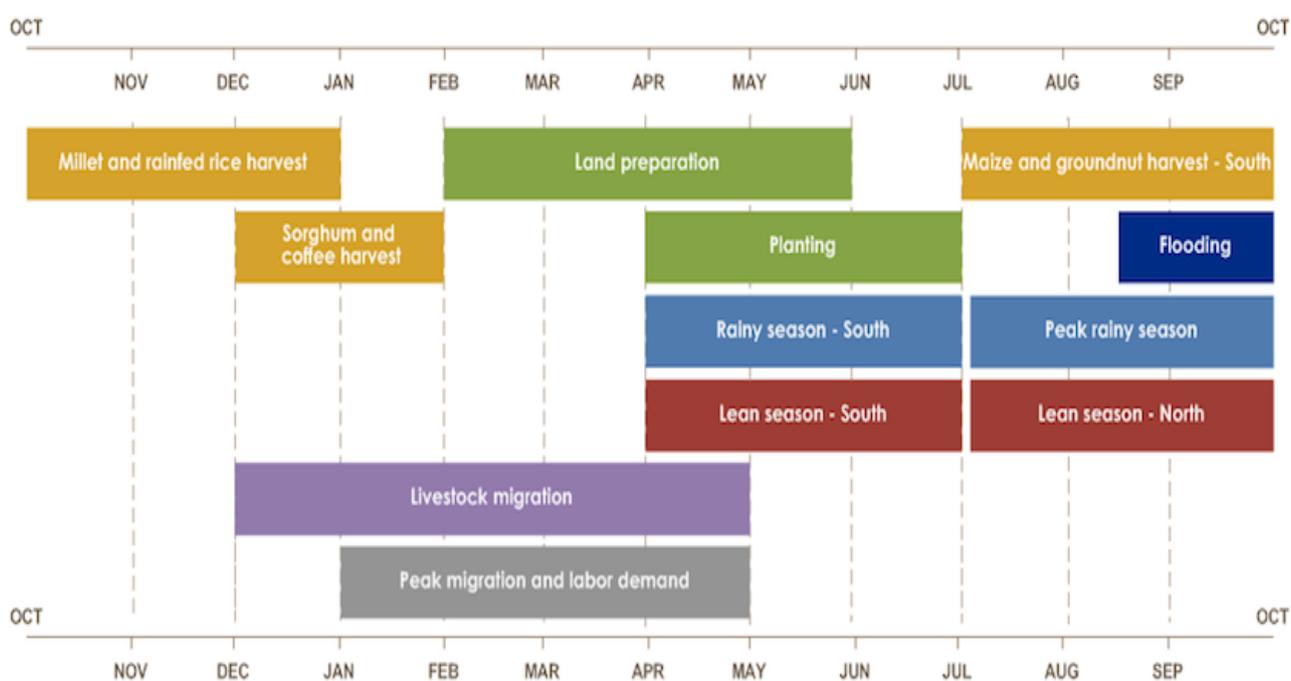
	Y a-t-il eu des mois pendant lesquels vous n'aviez pas assez de nourriture	Si oui - Principale raison pourquoi vs n'aviez pas assez de nourriture									
	Oui	Faible récolte / Pas de récolte	Pas ou peu de céréales locales sur les marchés	Prix des denrées trop élevés	Perte de revenu	Baisse du prix du bétail	Les commerçants ne vendent plus à crédit	Eloignement des marchés	Absence de marchés	Insécurité	Autre (à préciser)
Bamingui Bangoran	70%	40%	4%	4%	20%	2%	1%	2%	2%	15%	11%
Bangui	51%	7%	2%	6%	60%	0%	2%	0%	0%	18%	4%
Basse Kotto	74%	36%	3%	9%	12%	1%	1%	4%	4%	21%	9%
Haute Kotto	83%	43%	1%	0%	22%	0%	0%	0%	6%	16%	12%
Haut Mbomou	70%	53%	1%	3%	24%	0%	0%	1%	1%	17%	1%
Kémo	74%	51%	1%	4%	13%	0%	1%	1%	2%	21%	7%
Lobaye	62%	38%	2%	8%	10%	1%	0%	4%	4%	29%	5%
Mambéré Kadéi	51%	36%	1%	8%	24%	0%	5%	1%	2%	6%	19%
Mbomou	87%	42%	2%	10%	18%	1%	1%	2%	6%	13%	6%
Nana Mambéré	69%	36%	17%	5%	14%	1%	0%	5%	5%	7%	11%
Ombella M'Poko	71%	42%	1%	10%	22%	0%	4%	2%	3%	2%	13%
Ouaka	84%	33%	1%	8%	7%	1%	1%	0%	8%	37%	5%
Ouham	69%	46%	2%	13%	9%	0%	1%	4%	1%	17%	8%
Ouham Péné	93%	35%	20%	4%	22%	0%	0%	1%	4%	13%	1%
Sangha-Mbaéré	45%	35%	6%	11%	17%	0%	0%	2%	8%	12%	11%

Vakaga	65%	62%	13%	11%	8%	0%	0%	2%	0%	1%	1%
Total	68%	35%	6%	8%	22%	0%	1%	2%	3%	16%	7%

10. Recours aux stratégies d'adaptation alimentaire

	Nombre de jours de la semaine au cours desquels le ménage a recours à cette stratégie							
	Jamais	1	2	3	4	5	6	Toute la semaine
Consommer des aliments moins couteux ou moins préférés	23%	6%	15%	10%	6%	7%	4%	28%
Emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, des voisins ou des parents/famille	65%	10%	10%	7%	3%	2%	0%	2%
Réduire plus que d'habitude la quantité des repas	35%	9%	14%	10%	6%	6%	2%	18%
Réduire plus que d'habitude la consommation des adultes au profit des petits enfants	60%	9%	11%	7%	3%	3%	1%	7%
Réduire plus que d'habitude le nombre de repas journaliers	42%	9%	11%	7%	3%	4%	2%	21%

11. Calendrier agricole



12. Carte: Insécurité alimentaire sévère et densité de la population

